



Diagnostic régional de l'économie du patrimoine culturel

Enquêtes et recherches de terrain pour spécifier les données du diagnostic
de l'économie du patrimoine culturel dans les régions
de Guelmim-Smara, Souss-Massa-Draa, Taza-Al Houceima-Taounate et l'Oriental

Octobre 2010



Diagnostic régional de l'économie du patrimoine culturel

**Enquêtes et recherches de terrain pour
spécifier les données du diagnostic
De l'économie du patrimoine culturel dans
les zones de (Guelmim-Smara, Souss-Massa-Draa,
Taza-Al Houceima-Taounate et l'Oriental)**

Octobre 2010

Cette étude a été élaborée par l'Agence Architecture Héritage et Design (AAHD),
sous la direction de Naima Lahbil Tagemouati, consultante, docteur d'Etat en
Economie, en collaboration avec Youssef Berroho, consultant architecte,
Amel Abou El Aazm, consultante, et Abdallah Fili, consultant.

Sommaire

Introduction globale	4
I- Région de l'Oriental	11
II- Région Taza - Hoceima - Taounate	51
III- Région Souss - Massa - Draa	97
IV- Région Guelmim - Oasis.....	161
V- Enquête artisanne	175
Conclusion globale.....	184

Introduction globale

Malgré les nombreux efforts de l'UNESCO, il a fallu attendre la dernière décennie du siècle dernier pour que la culture soit enfin reconnue comme un pilier du développement. Jusque là, le développement était confiné dans une acception restreinte aux secteurs classiques. Au Maroc, cette prise de conscience est encore récente. L'idée dominante (plus ou moins explicitée) était que les préoccupations patrimoniales et culturelles sont un luxe réservé aux pays riches et aux couches socio-économiques aisées. La fameuse échelle des besoins de Maslow avait introduit, de manière insidieuse, l'idée que les pays pauvres (tout comme les couches pauvres) devaient d'abord se préoccuper des besoins basiques, la culture et le patrimoine culturel (PC) étant hors de portée et de propos. C'est là une vision profondément évolutionniste et linéaire contredite par des faits sociaux structurants¹. C'est là aussi une vision élitiste du PC.

Ce confinement du PC dans un espace clos - celui d'une réflexion théorique et d'une pratique soit élitiste, soit non réflexive - a des effets à la fois pratiques et liés à la connaissance. Du côté de la connaissance : des données lacunaires, éparses ou carrément absentes ; du côté pratique, un PC souvent ignoré, en mauvais état et peu mis en valeur.

La prise en charge du PC principalement par le Ministère de la culture, alors que c'est un « objet » non seulement vaste mais aussi transversal, a eu un impact souvent limité en termes de valorisation et de réhabilitation.

Au Maroc, à l'échelle nationale, c'est probablement le projet touristique - développé dans la *Vision 2010* puis 2020 - qui a commencé à induire cette prise de conscience du potentiel économique du PC chez les institutionnels et les investisseurs privés. D'ailleurs, il est intéressant d'observer, au niveau sémantique, que les plans régionaux de développement touristique (PDRT), qualifient les « objets » touristiques

¹ la révolution démographique au Maroc en est un exemple. Malgré un taux d'analphabétisme et de pauvreté élevé, les ménages - dont les femmes - ont révolutionné leur comportement en termes de fécondité, sachant que le rapport à la fécondité est un phénomène d'une extraordinaire complexité.

de ressources². Ainsi, un site, un ensemble urbain, un mousslem, un produit artisanal, un savoir-faire culinaire....est une « ressource ». C'est un bouleversement sémantique - lorsque *le PC est une ressource (implicitement, il n'est plus une charge)*. Les conséquences de ce basculement du regard sont d'ordre économique : la réhabilitation du patrimoine peut s'analyser en termes de retour sur investissement.

Dans la même foulée, l'artisanat, longtemps considéré comme un secteur « social », à la traîne, voire obsolète, par son rattachement au Ministère du tourisme, réalise une petite « révolution » dans la perception de ce savoir-faire ancestral. L'artisanat - dans sa dimension fort contenu culturel - est non seulement « l'âme » , le cœur de « l'authenticité³ » du Maroc, mais aussi un espace à moderniser avec l'introduction d'un nouveau métier : le *designer*.

Il est clair qu'au Maroc, une impulsion par le haut - conforme aux recommandations internationales - générée par la *Vision 2010 et 2015* - essaie de redécouvrir le PC, de le ré-animer et de l'inscrire dans un projet de développement économique. Bien entendu, parallèlement, des actions plus ou moins diffuses sont menées soit par des institutionnels soit par des acteurs privés.

Quel est le degré de diffusion de cette poussée par le haut ? Comment les différentes délégations ministérielles traduisent-elles au niveau régional les stratégies élaborées nationalement ? Quel est l'état du PC tangible : quels sont les acteurs qui le prennent en charge ? De même pour le PC intangible : dans quel état se trouve l'artisanat marocain au niveau des différentes régions ? Est-ce une activité de survie ? porteuse de développement ? pour quel type d'artisanat ? Quels groupes sociaux ?

Le PC étant très vaste, nous nous sommes intéressés aux « objets » patrimoniaux suivants :

Le PC tangible matérialisé par les ensembles urbains (médina, kasbah, ksar), les monuments et sites.

² PDRT de Casablanca ou de Fès par exemple.

³ Secrétariat d'Etat chargé de l'artisanat, « *Vision 2015* » et Plan régional de développement de l'artisanat à Fès.

Le PC intangible a été abordé à travers les arts vivants (festival, théâtre), le livre et le cinéma.

L'artisanat a été abordé sous deux facettes : dans sa dimension partenariale entre l'INDH et les porteurs de projet. Nous nous sommes intéressés au micro-crédit - type de financement approprié à une pratique artisanale.

Nous avons aussi étudié l'artisanat dans sa dimension genre. Nous avons ainsi privilégié les femmes artisanes. Que représente pour elles la pratique artisanale en termes économiques ? Pour y répondre, nous avons mené une enquête quantitative, avec le même questionnaire, adressée aux femmes artisanes produisant un objet artisanal pouvant être considéré comme relevant du PC. Cela nous a permis d'avoir des résultats régionaux, que nous avons également consolidé à l'échelle nationale.

Le Ministère de la culture étant l'acteur principal dans le domaine de la culture, nous allons consacrer une section préliminaire au rôle de cette institution dans le développement du PC&IC.

Nous allons présenter chacune des quatre régions dans quatre parties puis les femmes artisanes dans une cinquième partie. Auparavant, nous présenterons dans une section préliminaire la ventilation de quelques supports culturels sur les différentes régions du Maroc.

1. L'Oriental
2. Taza, Al Hoceima, Taounate
3. Sous Massa - Daraa - guelmim
4. La zone oasienne
5. L'artisanat au féminin et le patrimoine culturel.

Section préliminaire. Ventilation des supports culturels à travers les régions au Maroc

Le Ministère de la culture est un acteur pivot dans le domaine du PC&IC. Le bilan, chiffré, recense à travers les différentes régions du Maroc 401 « institutions » culturelles ventilées sur les « objets » suivants : maisons de la culture, bibliothèques, musées, théâtres, conservatoires de musique, salles d'exposition (*cf.* tableau *infra*). Bien entendu, le bilan du ministère ne se limite pas au développement de la dimension matérielle de la culture.

Selon ce bilan quantitatif les bibliothèques sont la catégorie la plus nombreuse (267). A l'opposé, les théâtres sont les moins présents (9 au total).

Tableau : distribution des institutions culturelles par régions

Institutions culturelles	Nombre	Pourcentage
Maison de la culture	35	9
Bibliothèque	267	67
Bibliothèque patrimoniale	14	3
Musée	14	3
Théâtre	9	2
Conservatoire de Musique	40	10
Salle d'exposition	22	5
Total	401	100

Source : Ministère de la culture « *Plan d'action - 2008-2012* ».

De fait, dans les régions étudiées, l'effort réalisé pour diffuser les bibliothèques est visible régionalement. Par ailleurs, des régions entières sont dépourvues de musées et de théâtres. Cependant, ces supports matériels (maisons de la culture, théâtres, musées, bibliothèques...) sont nécessaires quoique insuffisants. Un théâtre sans programmation est un espace perdu. De même un musée sans visiteurs, ou des bibliothèques sans lecteurs...

La ventilation des supports culturels est assez surprenante. Les régions les mieux dotées - dans le sens où elles bénéficient comparativement aux autres de la plus

grande couverture en institutions culturelles relevant du Ministère de la culture - sont respectivement : Souss- Massa, Tanger-Tétouan, Rabat-Salé-Azemmour et Meknès-Tafilalet. Ainsi, par exemple, la région de Meknès, classée comme étant celle qui a le plus fort taux de pauvreté, est aussi l'une des mieux dotée en « institutions culturelles » relevant du Ministère de la culture (elle attire 10 % et se classe 4^e). Par contre, la région de Fez-Boulemane, où la ville de Fès est généralement désignée comme une ville culturelle, est au contraire classée derrière l'Oriental, les Doukkala Abda, Marrakech Tensift... La région la moins bien lotie est Casablanca avec le nombre d'institutions le moins élevé et le ratio nombre d'institutions culturelles par nombre d'habitants le plus élevé : 12 institutions culturelles, chacune au service de 301 113 habitants. Bien entendu, ces ratios quantitatifs sont assez limités et doivent être pris comme indicateurs « basiques », qu'il faudrait compléter.

Tableau : ventilation des institutions culturelles à travers les régions au Maroc

Régions	Nombre d'institutions	Pourcentage	Ratio institution culturelle/nombre d'habitants
Casablanca	12	3	301113
Gharb -Echarda Bni Houcin	12	3	154857
Marrakech Tensift El Haouz	23	6	134718
Taza - Al Hoceima - Taounate	17	4	106270
Chaouia Ouardigha	21	5	78802
Doukkala Abda	26	7	76280
Fès Boulemane	21	5	71419
Oriental	27	7	70862
Tadla Azilal	21	5	69058
Souss Massa Draa	54	14	57610
Meknès Tafilalet	38	10	56317
Rabat Salé Zemmour Zaêr	44	11	53552
Tanger - Tétouan	47	12	52476
Wadi Dahab Lagouira	3	1	33065
Laayoun Boujdour Sakia Al Hamra	10	3	25562
Guelmin Smara	24	6	18491
Total	401	100	74230

Source : Ministère de la Culture « *Plan d'Action 2008-2012* »

Le bilan réalisé par le Ministère de la Culture pour élaborer le plan d'action 2008-2012 pose, au départ, l'axiome suivant : Le PC a un rôle puissant à jouer dans la culture. Mais ce rôle n'est pas davantage explicité. Ce silence est significatif des

faibles données disponibles dans ce domaine. Il est significatif aussi du regard porté sur le PC. Il est admis que la culture a un rôle à jouer dans le développement économique. Cependant, dans la pratique, le PC continue à être abordé dans une perspective non économique, c'est-à-dire comme un objet du PC et non comme potentiellement un « capital » qui peut générer des revenus directement, ou être à l'origine d'un flux de revenus.

Comme nous l'avons montré dans le rapport méthodologique, la perspective économique est à la fois nécessaire (pour attirer des ressources financières), mais aussi potentiellement dangereuse car elle peut mettre en danger le PC.

La clarification de toutes les facettes du PC peut aussi, au contraire, permettre d'anticiper et de faire jouer au PC son rôle moteur en posant les limites - en bonne connaissance - de son intégration dans le processus économique.



REGION DE L'ORIENTAL

Sommaire

Introduction

- Quelques caractéristiques majeures de la région de l'Oriental
- Les indicateurs de la dynamique urbaine et économique

Section 1. Le PC tangible : médina, monuments et sites, musées et espaces culturels

Section 2. L'artisanat et le PC

Section 3. Spectacles vivants et industries culturelles (cinéma, livre et théâtre)

Conclusion

Introduction

Quel est l'état du le PC tangible et intangible dans la région de l'Oriental ? Du point de vue économique, l'Oriental est une région enclavée, qui a connu un déclin précipité par la fermeture des frontières avec l'Algérie.

La région de l'Oriental semble actuellement connaître une dynamique de croissance consécutive à une volonté politique datée, selon plusieurs observateurs, du 18 mars 2003 par un discours royal exprimant le souhait de relancer cet espace.

Depuis cette date plusieurs projets d'envergure ont été réalisés ou programmés. Est-ce que la dynamique urbaine - induite par de grands chantiers - va se transformer en une dynamique de croissance économique ? Quelle est la place accordée dans cet effort développementaliste au PC tangible et intangible ? Quelle est la nature de la relation entre le tourisme et le PC ? Est-ce que le PC dans la région de l'Oriental présente des spécificités par rapport aux caractéristiques nationales dégagées lors du diagnostic précédent (*cf.* le rapport "Diagnostic de l'économie du patrimoine culturel au Maroc") ? Quelles sont les composantes du PC ? Quel est leur l'état de développement? Quels sont les acteurs qui animent et portent le PC ? Quel rôle est joué par les femmes dans la dynamique autour du PC ? Ce diagnostic qualitatif et quantitatif régional a pour but de dégager les potentialités développementalistes du PC dans l'Oriental.

Etant donné la durée de cette étude et la taille de la région de l'Oriental, il était difficile de couvrir l'ensemble de l'espace. Ce diagnostic s'est réalisé principalement à partir de la ville d'Oujda, capitale de l'Oriental, qui concentre les représentations institutionnelles, bien que nous ayons élargi le champ d'investigation chaque fois qu'il était possible de le faire.

Le diagnostic a consisté en des entretiens qualitatifs auprès de personnes ressources (institutionnelles et privées), en une analyse documentaire et en une enquête quantitative auprès de femmes artisanes.

Nous présenterons d'abord les principaux paramètres caractéristiques de l'Oriental (section 1), l'état du PC matériel diagnostiqué à partir des ensembles urbains (médiina - kasbah), des monuments et sites de la région (section 2) le PC à travers

sa dimension artisanale (en mettant l'accent sur l'aspect genre) dans une section 3, le PC intangible sera présenté à travers les spectacles vivants (théâtre, festival), la musique et le livre.

Quelques caractéristiques majeures de la région de l'Oriental

La région de l'Oriental est composée de cinq provinces : Berkane, Figuig, Taourirt, Nador et Jerrada et d'une préfecture, Oujda-Angad. La préfecture la plus peuplée est celle de Nador, suivie par celle d'Oujda. La superficie est de 82 820 km² (soit 11,6 % de la superficie nationale). La population totale de la région est de 1 918 094 personnes selon le RGPH de 2004.

La région de l'Oriental est essentiellement urbanisée.

Tableau : répartition de la population par province et préfecture

Provinces	Oujda	Berkane	Taourirt	Jerrada	Figuig	Nador	Total
Population urbaine	411 000	156 000	120 000	65 000	63 000	369 000	1 184 000
Population rurale	67 000	114 000	87 000	41 000	66 000	360 000	737 000
Total population	478 000	270 000	207 000	106 000	129 000	729 000	1 919 000

Source : RGPH 2004

Le taux de chômage de la région Oriental est supérieur à la moyenne nationale.

Tableau : Taux de chômage national et régional pour l'urbain et le rural.

Milieu	Urbain	Rural	Total
Région	20,6 %	9.1 %	15.3 %
Niveau national	18.4 %	3,2 %	10,8 %
Écart/national	+2,2 %	+5,9 %	+4,5 %

Source : RGPH 2004

Les indicateurs de la dynamique urbaine et économique

Depuis le début de la décennie (2003), plusieurs projets publics et privés d'envergure ont été lancés dans la région de l'Oriental. Les projets d'investissements agréés par le CRI sont des indicateurs de cette dynamique (en l'absence d'une évaluation des projets réellement réalisés, donnée non disponible). En effet, un projet agréé peut ne pas voir le jour, ou se réaliser dans une moindre mesure. Malgré ces limites, cet indicateur reste significatif de l'attrait de la région pour les investisseurs. Les investissements sont en croissance entre 2003 et 2008. Ils se composent de projets touristiques, industriels, liés au BTP et à l'agriculture.

Tableau : les investissements agréés par le CRI - Oujda

Secteurs d'activité	Nombre de projets	Coût en millions de MAD	Emplois prévus
2003	236	2159,15	2659
2004	223	874,600.204	3542
2005	179	1 267,814.348	6 064
2006	132	5 023,98	11683
2008	293	29 548,41	19 142
Total	1063	36731,54	39 548

Source : CRI - Oujda

L'investissement sur le PC semble marginal. Nous avons essayé d'identifier la composante artisanale qui apparaît, dans les données du CRI, seulement au cours de la dernière année, sans que l'on sache s'il s'agit d'un artisanat relevant du PC ou de type utilitaire. Les activités artisanales représentent en termes de projet moins de 4 %, et sont assez insignifiants du point de vue de l'emploi et du coût (moins de 1 % par rapport au total des projets comme l'indique le tableau suivant).

Tableau : projets artisanaux comparés aux projets globaux

	Nombre de projets	Coût en millions de MAD	Emplois prévus
Total des projets en MDH dont artisanat	1063	36 732	39 548
Projet Artisanat	36	54	357
Pourcentage	3,4	0,1	0,9

Source : CRI

Section I : Le PC tangible : médina, monuments et sites, musées et espaces culturels

La connaissance et la mise en valeur du PC tangible est récente. L'inventaire des « ressources » patrimoniales n'est pas encore réalisé. De même, la dynamique de la réhabilitation est à peine enclenchée. Ainsi, s'agissant de la médina d'Oujda par exemple, les investissements publics ont démarré timidement en 2002 avec des interventions de l'Agence nationale pour l'habitat insalubre. Les musées, pratiquement inexistantes jusqu'au début des années 2000, font leur apparition. De même, l'édification d'espaces nouveaux dédiés à la culture (complexe culturel polyvalent, galerie d'art...).

Ce début d'investissement sur le PC est à mettre en perspective avec l'ouverture de la région au tourisme, un tourisme dédié en grande majorité au balnéaire mais qui essaie aussi d'intégrer « l'arrière pays » dans sa dimension patrimoniale.

1.1 : Tourisme et PC

L'Oriental est une région qui s'ouvre au tourisme. Jusqu'à cette année, le tourisme était en grande partie de nature balnéaire. Ainsi la plage de Saidia recevait principalement un tourisme intérieur et des RME originaires de la région de l'Oriental. La vision touristique « 2010 » et le plan Azur ont développé l'offre touristique grâce notamment à l'édification d'une nouvelle station balnéaire, proche de l'ancien village de Saidia, inaugurée le 19 juin 2009.

De fait, le tourisme augmente depuis 2002, bien que faiblement, (*cf.* le tableau suivant). Oujda et Nador sont les deux provinces les plus attractives. A l'inverse, Taourirt n'accueille aucune forme de tourisme. Jerrada et Figuig démarrent à peine cette dynamique d'ouverture. Certaines formes de « tourisme culturel solidaire » pionnières, initiées par l'Institut français de l'Oriental, avec des partenaires locaux, l'association Nature et Patrimoine), contribuent, bien qu'à une échelle réduite, au désenclavement de ces espaces. Ainsi, depuis 3 ans, régulièrement, une soixantaine de randonneurs (la moitié venant de France et l'autre du Maroc) traverse la région de l'Oriental dans le cadre d'un tourisme solidaire. Les randonneurs (des artistes, des scientifiques, des littéraires) vont à la rencontre des populations locales et font un

travail de prise de conscience autour du tourisme nature et culture. Cette traversée s'achève dans l'oasis de Figuig au moment du festival oasien.

Tableau : évolution des nuitées touristiques réalisées dans les établissements classés selon les provinces

Provinces	2 007	2 006	2 005	2 004	2 003	2 002
Oujda	83 148	76 874	51 272	54 736	50 322	50 603
Nador	62 192	51 671	46 058	53 807	55 229	44 095
Berkane	5 736	6 756	7 369	2 670	4 317	2 373
Figuig	521	758	596	0	0	0
Jerrada	517	325	0	0	0	0
Taourirt	0	0	0	0	0	0
Total	152 114	136 384	105 295	111 213	109 868	97 071

Source : Délégation régionale du tourisme

Cette faiblesse du tourisme en général (et culturel en particulier) s'accompagne d'une connaissance réduite et d'une faible mise en valeur des « objets » culturels et patrimoniaux de la région. Certains acteurs animateurs du tourisme, très dynamique dans d'autres régions, sont absents dans l'Oriental (ainsi le Centre régional du tourisme est « gelé » bien qu'il ait des locaux à Oujda).

Selon un cadre de la Délégation du tourisme local, tant qu'il n'y a pas de « produit » à vendre, sous-entendu de produit de nature touristique, on ne peut dégager un budget de mise en valeur et de communication. Et inversement pourrait-on rétorquer. Se pose en fait la question des acteurs essentiels dans la « découverte » des « objets » du PC à mettre en valeur, à « donner à voir ». Ce même cadre opérant au sein de l'institution du tourisme s'interroge sur la « valeur » au sens touristique et patrimonial de la médina d'Oujda : « *que dois-je montrer à un touriste ? Qu'est ce qui a de l'attrait ?* ». Il est clair qu'au regard du touriste, un « objet » n'acquiert une existence et une valeur que s'il est mis dans « un écrin », identifié, fléché, médiatisé dans un parcours balisé.

Mais le PC matériel et immatériel n'a pas seulement une valeur « touristique ». Quels sont les autres usages possibles du PC ? Et pour l'exprimer de manière « économique », quels sont les autres consommateurs de ce PC ?

Ce questionnement est posé par des universitaires qui s'inquiètent à propos de la place de la culture dans le développement. Ainsi, le Doyen de la Faculté des Lettres d'Oujda se demande si « *la culture est intégrée ou annexée* ». D'une manière plus générale est posée la question de la participation des acteurs dans le montage du projet culturel régional et national. De même, un animateur de la Fondation Moulay Slimane écrit que le tourisme peut être le pire et le meilleur ami du PC et appelle à des rencontres pour une réflexion collective autour de cette problématique⁴.

Plus spécifiquement, comme nous allons le voir, se pose la question de la stratégie à élaborer pour la réhabilitation d'une des composantes du PC matériel : la médina d'Oujda (et à travers elle de l'ensemble des médina du Maroc). Réhabiliter cet espace : pour quelle finalité ?

1.2 : Monuments et sites culturels

Monuments et sites anciens inventoriés et classés

L'inventaire du patrimoine monumental culturel et naturel de la région économique de l'Oriental, réalisé en 1998⁵ recense 183 sites ou monuments. Ainsi, la région concentre à peine 1,22 % du total des « objets » recensés par la liste générale établie à l'échelle nationale, au même moment⁶.

Ce pourcentage n'est pas représentatif de la richesse patrimoniale de la région selon les représentants du Ministère de la culture. Il n'y pas, à ce jour, un inventaire exhaustif. Par ailleurs, la liste régionale n'a pas intégré celle des marabouts (9000 environ), composante importante dans la liste nationale. Ainsi, si on compare l'inventaire régional par rapport au national (en excluant les marabouts), le pourcentage s'élève quelque peu pour atteindre 3,27 %⁷.

⁴ B. Mokri, projet de festival intitulé « *maqamat* »

⁵ Ministère de l'environnement, ZEWI-Zurich, *Monographie de l'Environnement, région économique de l'Oriental*, 18/05/1998

⁶ *Monographie de l'environnement, région économique de l'Oriental*, 18/05/1998, p.521

⁷ *ibid*

Ces monuments et sites sont massivement concentrés dans la wilaya d'Oujda (114) puis dans la province de Nador (40) et de Figuig (29) comme le montre le tableau suivant.

Tableau : répartition spatiale des sites et monuments

Wilaya et préfecture	Nombre de sites et monuments
Wilaya d'Oujda	114
Préfecture de Nador	40
Préfecture de Figuig	29
Total	183

Source ; Monographie de l'environnement, région économique de l'Oriental, p.522

Bien entendu, les sites et monuments classés sont encore moins nombreux : six au total dont trois monuments et trois sites classés, et cela au cours de la période coloniale.

1. remparts de la ville d'Oujda (arrêté viziriel du 3 septembre 1949)
2. kasbah de Saïdia (arrêté viziriel du 6 août 1951).
3. kasbah de Debdou (arrêté viziriel du 12 mai 1954).
4. site de Sidi Yahia (arrêté viziriel du 1^{er} juillet 1953).
5. site de Tafoghalt (arrêté viziriel du 28 octobre 1952)
6. site de Zegzel (arrêté viziriel du 18 novembre 1953)

Certains de ces sites ont fait l'objet d'une réhabilitation récente (notamment quelques remparts de la ville d'Oujda, et une partie de la kasbah de Saïdia, comme nous le verrons).

Les autres sont dans un état plus ou moins dégradé, pour des raisons naturelles (infiltrations d'eau et de pluie, végétation sauvage) mais aussi humaines.

La densification des ensembles urbains qui s'accompagne d'une dégradation des logements (densification, insalubrité...), d'un élargissement des voiries au détriment de bâtisses anciennes.... (cas de la médina d'Oujda, des ksour de Figuig, de la kasbah de Saidia).

Le site naturel de Sidi Yahya, bien que classé, a fait l'objet de constructions informelles de la part de la population ; mais aussi, fait plus problématique, de la part de quelques administrations publiques qui y ont édifié des bâtisses pour un

usage administratif ou scolaire. Une étude réalisée en 1998 relève cette « anomalie » : « *La wilaya d'Oujda ayant constaté la dégradation avancée du site - les sources sont tarées, les cours d'eau asséchés, les arbres coupés ...- en a demandé le déclassement plutôt que de procéder à la démolition de cet habitat illicite d'autant plus que même des administrations publiques s'y sont installées (poste, siège du Caïdat, école)...⁸ ».*

En effet, la commune de Sidi Yahia (avant l'unification de la ville) avait demandé un déclassement partiel du site pour « entériner » l'état de fait et régulariser les lotissements et constructions informels. Le Ministère de la culture vient de répondre par la négative à cette requête : le site ne sera déclassé ni partiellement ni en totalité.

Il n'y a pas encore de projets ni de programmes pour la prise en charge de ce site. Il y a cependant une prise de conscience, au niveau de la wilaya, qui soulève l'idée d'une nécessaire réhabilitation de ce site cité comme une des ressources « touristiques » de la région.

La mise en tourisme de la région, le souhait de compléter la dimension balnéaire par une mise en valeur du PC de la région font émerger ce questionnement autour du culturel.

PC tangible et tourisme

En l'absence d'un PDRT, de même en l'absence du CRT c'est le CRI qui, dans une de ses plaquettes, liste les 32 sites à fort potentiel touristique. Ces sites renvoient à des ensembles urbains (médiņa, kasbah, ksour), à des sites naturels (plages, sources thermales, forêts, palmeraies, plateaux...), selon la liste donnée en annexe.

Pourquoi cette liste, s'interrogent des professeurs d'université⁹ ? Pourquoi et comment planifier la mise en valeur de ces sites particuliers ? Un des responsables du tourisme de la ville d'Oujda estime que cette mise en valeur doit passer par l'écoute de la demande et des besoins formulés par les tours opérateurs. Il cite l'exemple d'une grotte dont l'aménagement a été entamé mais qui a été jugé par les

⁸ Op cit. p . 528

⁹ M.Bezazi, vice doyen de la Faculté des lettres, entretien, 11/06/09

spécialistes du tourisme comme non pertinente du point de vue des besoins des touristes¹⁰.

Se pose la question de l'utilisateur final et, par-delà cet exemple, de la finalité de tous les « objets » du PC. Quelle finalité pour les ensembles urbains encore habités et notamment les médina ? Jusqu'à présent, les actions menées sont ponctuelles et ne procèdent pas d'une vision d'ensemble avec des projets identifiés¹¹.

Le même questionnement peut s'appliquer aux sites non habités. Est-ce que la mise en valeur « économique » - lorsqu'elle n'est pas accompagnée de conditions- ne présente pas de risques pour « l'objet » patrimonial ? Comment et qui a opéré l'arbitrage entre la valeur culturelle, patrimoniale et la valeur économique ? Ainsi, des inquiétudes sont déjà exprimées dans ce sens à propos du site de Zegzel : *« Les gorges du Zegzel et surtout les grottes sont le lieu d'un tourisme régional et même international intense. C'est ainsi que des projets de « mise en valeur » sont prévus et même approuvés par les autorités locales qui y voient un apport financier appréciable sans songer que le site s'est maintenu jusqu'à présent grâce à son inaccessibilité et que des projets non contrôlés risquent de condamner ce site à plus ou moins brève échéance¹²»*.

Ces inquiétudes renvoient à la dimension plurielle du PC qui doit être inventorié, réhabilité et offert à la consommation sans que cette consommation ne génère sa dégradation ni sa dénaturation.

La dégradation d'un site peut être le résultat d'une surexploitation ou une mauvaise exploitation économique. Elle peut aussi être la conséquence d'une marginalisation : la vandalisation de certains sites délaissés et abandonnés à eux-mêmes peut générer des destructions substantielles de composantes du PC. Ainsi, dans la région d'Oujda, des édifices en pierre ayant une valeur patrimoniale sont démantelés, réutilisés, revendus¹³...

¹⁰ M.Abdellaoui A., Délégué du tourisme, Oujda, entretien du 9/06/09

¹¹ M.Abdellaoui A., Délégué du tourisme, Oujda, entretien du 9/06/09

¹² Op cit. p. 528

¹³ Op.cit p. 529

Des ONG locales s'inquiètent des conséquences sur l'écosystème généré par la destruction massive de forêts pour la création de la nouvelle station balnéaire de Saidia.

Musées réalisés et projetés

Les musées sont de création très récente dans l'Oriental. A Oujda, ville capitale, l'unique tentative de création d'un musée par un groupe de professeurs organisé en ONG n'a jamais véritablement fonctionné.

De même, la Fondation Moulay Slimane qui espérait créer un musée au sein de ses locaux n'a pu concrétiser ce projet. Cette fondation, créée en 1997, installée au sein de la vieille ville, est une association reconnue d'utilité publique. Elle a deux objectifs principaux selon son Secrétaire général : « *vaincre l'oubli et garder mémoire¹⁴* », deux formules résumées des objectifs statutaires de l'association : « *a) agir en vue de classer, restaurer, revaloriser et développer le patrimoine construit, naturel, social, éducatif, historique et culturel d'Oujda et de l'Oriental - b) développer les savoirs et les sciences tendant à promouvoir les spécificités de la région.* ». Cette institution privée a réaménagé une demeure familiale (celle de Haj Larbi Sinaceur) en vue de développer ces projets culturels et éducatifs. Le musée n'a pas encore été créé. En revanche, comme nous le verrons, d'autres projets ont été réalisés (dont le réaménagement des abords de la Fondation et le lancement d'un centre artisanal...)

Quatre projets de musées sont en cours dans la ville d'Oujda :

- ✓ musée régional dédié au patrimoine archéologique, naturel et ethnographique. Ce musée, en partenariat entre le Ministère de la culture et la wilaya n'a pas encore ouvert. La bâtisse est achevée mais l'ensemble des autres modalités nécessaires à son fonctionnement ne sont pas encore fixées (scénographie, objets à exposer, employés, budget de fonctionnement...);
- ✓ musée de la vie scolaire : lui aussi dans le cadre d'un partenariat entre la wilaya et le Ministère de la culture. Ce musée devrait réhabiliter une ancienne école datant de la période coloniale ;
- ✓ musée de la résistance maghrébine et pas seulement marocaine ;
- ✓ musée de la justice.

¹⁴ M.B.Mokri, Secrétaire général de la Fondation, entretien 10/06/09.

Ces musées ne sont pas encore ouverts. En revanche, d'autres espaces dédiés à la culture ont été récemment mis en service.

Espaces culturels récents

Plusieurs espaces culturels ont été réalisés dans la ville d'Oujda au cours des cinq dernières années : un complexe culturel et deux galeries d'art notamment. Nous verrons plus loin les « plateformes socio-éducatives » réalisées dans la cadre de l'INDH et qui ciblent essentiellement un usage de proximité.

A l'échelle de l'agglomération, a été créé un complexe culturel. Cet espace, entamé et resté inachevé depuis 1992 (faute de budget), a été repris en 2005. Il a été achevé et ouvert au public en 2008. Ce centre se compose de plusieurs modules : un amphithéâtre polyvalent, une médiathèque, un hall d'expositions diverses, des jardins... Il a coûté 11,2 millions de MAD et a été financé par la commune urbaine d'Oujda. Le fonctionnement est réalisé en partenariat avec le Ministère de la culture (prise en charge du personnel) et l'ambassade de France (fourniture d'ouvrages pour la médiathèque).

Tableau : galeries d'art et Centre culturel à Oujda.

Projet culturels	Dates	Budget (MAD)	Financement	Maître d'Ouvrage
Centre Culturel	Travaux arrêtés en 1992. Repris en 2005, achevé en 2008	11 200 000	Commune urbaine d'Oujda	Commune urbaine d'Oujda
Galerie d'art Contemporain	2006 - 2008	3 000 000	Préfecture Oujda Angad	Commune et préfecture Oujda
Galerie d'Art	-	-	-	-

Source : CRI.

Le complexe culturel connaît déjà une animation assez diversifiée (théâtre, concerts notamment). En revanche, la médiathèque n'est pratiquement pas fréquentée. Ajouté au problème structurel des bibliothèques, cet espace est encore peu connu et peu médiatisé puisque son inauguration officielle n'a pas encore eu lieu.

1.3 : Ensemble urbain : médina, murailles...

La médina d'Oujda est d'une superficie de 28 ha et elle abrite 1250 bâtisses. Elle fait l'objet d'un investissement qui a démarré récemment, quoique encore de manière limitée. C'est une initiative privée qui a initié cette dynamique. La Fondation Moulay Slimane, dont le siège est dans la vieille ville, a été rénovée à partir de 1997. Cette fondation a procédé également - en partenariat avec une ONG internationale (Africa 70) à une petite réhabilitation des abords immédiats (pavage du *derb*, peinture de quelques façades). Depuis cette réhabilitation, cinq maisons auraient été soit achetées soit ré-ouvertes par leurs propriétaires oujdis absentéistes.

La médina d'Oujda fait l'objet de réhabilitation de la part des pouvoirs publics. En termes financiers, le montant global investi jusqu'à présent est de 29 millions de MAD environ.

Jusqu'à présent, la réhabilitation à été assez diversifiée puisqu'elle a touché aussi bien des monuments, des espaces publics et privés que des lieux de commerce. C'est le cas des murailles : celle de bab Sidi Abdelouahab, bab El Gharbi, bab Ahl El Jamel, bab Sidi Aissa, bab Qadae Al Oussra pour un budget de 1,7 millions de MAD durant l'année 2006/2007. C'est le cas de la demeure Saada, de la place du kissariat et du jardin Lalla Myriem. Les ménages ont été également bénéficiaires à travers la consolidation d'habitations menaçant ruines et le déblaiement de ruines. Le tableau suivant récapitule l'ensemble des composantes déjà réalisées par la holding Al Omran.

Tableau : composantes réhabilitées dans la médina d'Oujda (MDH)

Composantes	Budget (millions de MAD)
Réhabilitation des bâtisses menaçant ruine et déblaiement de ruines	6,95
Réhabilitation de portes et murailles	5
Réhabilitation du jardin Lalla Myriem	9
Réhabilitation place et kissariat Lalla Myriem	5,79
Total des projets réalisés	28,74

Source : holding Omran - Oujda.

Les composantes sont diversifiées mais le budget est de faible envergure. C'est le démarrage d'un processus en hausse puisque l'enveloppe des actions achevées ne

représente que 16 % du total programmé. Le tableau suivant présente la ventilation entre projets déjà réalisés et investissements projetés qui s'élèvent à un montant de 155 millions de MAD.

Tableau : montants des investissements réalisés et projetés dans la médina d'Oujda.

Projets	Montant des investissements (millions de MAD)	Pourcentage
Total des projets réalisés - 1	28,74	16
Total des travaux projetés - 2	155	84
Total 1+ 2	183,74	100

Source : holding Al OMRAN - Oujda

L'intervention projetée reprendra les mêmes composantes : menaçant ruine, bâtisse historique, pavage, infrastructure... L'ensemble intégré de bab Sidi Abdelwahab est celui qui draine la majeure partie du budget.

Tableau : investissement projetés dans la médina d'Oujda

Composantes	Montants des projets (millions DH)
Réhabilitation bab Sidi Abdelwahab	120
Relogement des résidents du menaçant ruine	28
Réhabilitation de la place Attarine et porte Ahl Jamal	4
Réhabilitation des bâtisses historiques (Haut commandement)	3
Total des travaux projetés	155

Source : holding Al Omran - Oujda.

Conclusion

Le PC, dans sa dimension tangible, est en phase de re-découverte par les institutionnels, l'université et la société civile au sens presque littéral. D'ailleurs, le Doyen de la Faculté des lettres parle de « dépoussiérer » la ville et la région, pour changer le regard sur le patrimoine.

Les débuts de la réhabilitation des ensembles urbains (médiha d'Oujda, kasbah de Saidia notamment), le processus de création de musées, l'ouverture de galeries d'art, de centres culturels polyvalents, le fait de répertorier les sites culturels... sont autant d'indicateurs d'une attention nouvelle accordée au PC. Ces investissements - de faible envergure comparés aux investissements sur le balnéaire dans la région de l'Oriental - traduisent le souhait d'intégrer le PC dans cette dynamique économique de la part des institutionnels. La population civile accompagne ce mouvement de manière encore très timide. Les investissements privés autour du PC sont faibles voire inexistants. Par exemple, il n'y a pas encore de phénomène de maisons d'hôtes comme on a pu l'observer dans de nombreuses autres médiha à travers le Maroc, bien que la réhabilitation de la Fondation des abords de derb Senia ait déjà induit une légère dynamique immobilière (achat et réhabilitation de cinq demeures).

Comment le PC peut-il accompagner le décollage économique de la région ? Comment utiliser le tourisme pour mieux réhabiliter le PC ? Ce sont des questions que se posent notamment les intellectuels et les universitaires de la région. Mais les données chiffrées et la réflexion sont encore naissantes. Ainsi la Faculté des lettres accompagne ce processus par la création d'un master « patrimoine culturel et naturel et inter-culturalité ». Ce master a formé une promotion de neuf étudiants. Il sera fermé cette année (faute d'étudiants ayant le profil exigé par les formateurs). Mais la recherche universitaire autour du patrimoine en général, et dans sa dimension économique en particulier, est de faible ampleur.

Section II : artisanat et PC

Il est difficile d'avoir une vision d'ensemble du secteur artisanal dans la région de l'Oriental. Les données chiffrées sont rares, et lorsqu'elles existent, elles ne se recoupent pas et renvoient à des catégories et/ou à des aires différentes. De plus, le PDRA pour la région de l'Oriental est en cours de réalisation et les résultats ne sont pas encore disponibles. Nous nous baserons pour ce diagnostic régional sur un corpus composé principalement des sources suivantes :

- étude réalisée par la délégation de l'urbanisme d'Oujda ;
- documents fournis par l'INDH-Oujda ;
- documents du CRI ;

- « *Etude du secteur de l'artisanat dans la ville de Nador* » (2001), produite par un programme d'appui aux artisans de la ville de Nador et la Faculté des lettres d'Oujda ;
- monographie du HCP relative à l'Oriental ;
- entretiens et enquête auprès d'une trentaine d'artisans rencontrés dans l'agglomération d'Oujda.

Ce diagnostic - ciblé autour des activités du PC matériel et immatériel - devrait exclure l'ensemble de l'artisanat qui ne relève pas de la catégorie à FCC comme nous l'avons identifié dans le rapport sur le diagnostic de l'économie du patrimoine culturel au Maroc. Malheureusement, bien souvent les activités à FCC sont regroupées avec la production artisanale utilitaire et celle des services.

Quels sont les métiers à FCC représentés dans la région de l'Oriental ? Que représentent-ils en termes économiques ? Quelles sont les mesures d'accompagnement mobilisées par l'Etat pour ce secteur ? Comment cette activité est-elle pratiquée et perçue par les femmes artisanes ?

2.1 : Quelques indicateurs macro économiques relatifs au secteur de l'artisanat

Le recensement, en termes d'emploi, réalisé par le HCP ne mentionne pas, dans sa nomenclature, l'artisanat. Est-il incorporé en partie aux autres rubriques (industrie, BTP, activités mal désignées...) ? Le tableau suivant indique que l'emploi, dans la région, est d'abord assuré par l'agriculture, le forêts et la pêche (50 %), puis par les services. Cette omission est-elle significative de la faible importance de ce secteur dans la région ?

Tableau : population active occupée âgée de 15 ans et plus selon le milieu de résidence et les secteurs d'activité économique.

Secteur d'activité économique	Urbain	Rural	Ensemble	Pourcentage
Agriculture, forêts et pêche	18 447	128 556	147 003	28
Industrie	36 507	10 623	47 130	9
BTP	37 805	23 950	61 755	12
Services	196 669	64 031	260 700	50
Activités mal désignées	5 317	1 634	6 951	1
Total	294 745	228 794	523 539	100

Source : Enquête nationale sur l'emploi 2006 (Direction de la statistique)

Selon la délégation régionale de l'artisanat, il y a 50 265 artisans. La ville la plus attractive pour l'artisanat, en termes d'emploi, est Oujda (43 % de l'emploi total soit 21 800), puis Berkane (21 %), Taourirt (19 %), Jerrada (7 %), Nador (6 %) et Figuig (4 %).

Le chiffre d'affaires créé est de 90 076 703 MAD en 2008. Ce CA est inférieur à celui d'autres régions, quoiqu'il soit relativement proche de celui de Rabat-Salé comme l'indique le tableau suivant.

Tableau : CA de l'artisanat par région en milliards de MAD

Régions	CA (milliards de MAD)
Casablanca	3,5
Fès	2,6
Marrakech	2,6
Rabat Salé	1
Oriental	0,9

Source : Délégation de l'artisanat- Oujda

Les projets d'investissement comptabilisés par le CRI, étudiés de 2003 à 2008, n'intègrent le secteur artisanal qu'en 2008. Est-ce parce que les projets du secteur artisanal sont souvent de faible dimension et réalisés de manière informelle ? En tous les cas, lorsqu'on se réfère aux projets agréés par le CRI au cours des 7

années étudiées, l'artisanat représente un peu plus de 3 % des projets et une proportion insignifiante en termes d'emplois prévus (0,6 %) et de coût (0,1 %) comme l'indique le tableau suivant.

Tableau : projets d'investissement ayant reçu l'avis favorable par secteur (2003-2008)

	Nombre de projets	Coût en millions de MAD	Emplois prévus
Total des projets en millions de MAD dont artisanat	1120	64 120,80	56 031
Projet artisanat	36	54,26	357
Pourcentage artisanat/aux projets	3,2	0,1	0,6

Source : constitué à partir des bilans du CRI

Quels sont les métiers représentés ? Comment est organisée la profession ?

2.2 : Les composantes de l'artisanat relevant du PC

Dans la région de l'Oriental, l'artisanat se compose principalement de la production d'objets utilitaires (ameublement, construction...) et d'un artisanat de service (coiffure, alimentation, réparations...).

L'artisanat à FCC n'est pas absent. Il est plus présent à Oujda (grand centre urbain). A Nador (ville en expansion démographique), l'artisanat est moins représenté, notamment dans sa dimension culturelle. Dans cette ville, c'est surtout le commerce de produits informels qui est prédominant, en provenance de Melilla.

Cependant, chacune des régions se distingue par un ou plusieurs métiers spécifiques. Ainsi la couture traditionnelle (notamment la robe traditionnelle nommée *blousa*) est présente à Oujda, Berkane et Jerrada). Le *majboud*, broderie traditionnelle réalisée sur le vêtement féminin, se pratique à Oujda. Dans les autres régions, on trouve principalement la vannerie, la poterie, la maroquinerie, le burnous, la sellerie et les armes traditionnelles (*cf.* le tableau suivant).

Tableau : répartition des métiers par régions.

Oujda	<i>Blousa - Majboud</i> - sellerie
Berkane	<i>Blousa</i>
Taourirt	Armes traditionnelles
Jerrada	<i>Blousa</i> - vannerie
Nador	Poterie - maroquinerie
Figuig	Burnous

Source : Délégation régionale de l'artisanat. Oujda

Quelles sont les forces, les faiblesses, les difficultés et les opportunités liées à la pratique de ces métiers ? La Délégation de l'artisanat a, à travers sa pratique auprès des artisans, dégagé les problèmes structurels et les attentes liés aux métiers artisanaux ayant un fort contenu culturel (FCC). Curieusement, la question de la rentabilité économique de l'artisanat n'est pas mentionnée explicitement. On comprend implicitement, à travers les difficultés mentionnées, le faible rapport dégagé par l'activité artisanale. Cette dimension sera abordée dans le chapitre réservé aux femmes artisanes.

Plusieurs tendances lourdes traversent l'artisanat à FCC :

La force réside dans l'existence d'un savoir-faire (plus ou moins en déclin selon les métiers), bien que ce métier ait besoin d'être accompagné, en particulier pour l'amélioration des techniques et des modalités de production. Le savoir-faire et l'existence d'une main d'œuvre est un capital en soi.

La disponibilité de la matière première, même si son traitement (cas de la laine et du poil de chameau par exemple) et son accès sont à améliorer (les modalités de cueillette pour la vannerie), est un deuxième atout.

L'existence de coopératives de production.

Les difficultés sont :

- du côté de la demande : une demande faible, à des prix souvent peu rémunérateurs ;
- des produits concurrencés (la *blousa* par le caftan), la vannerie (par les produits industriels)... et qu'il faudrait reconfigurer pour mieux les adapter à la demande ;
- un éparpillement de la main d'œuvre qui travaille souvent à domicile dans des conditions peu favorables (pas de sécurité sociale, pas d'horaires) pour certains métiers féminins (poterie, vannerie, couture) ;
- des circuits de distribution peu structurés et des ventes qui se réalisent au détriment de l'artisan ;

- un faible accès au crédit ;
- une faible créativité ;
- les attentes se ventilent autour de demandes relatives à l'amélioration de la production, de la distribution, de l'innovation et du financement.

Nous reprenons, dans la matrice suivante, les éléments qui nous ont paru les plus significatifs.

Composante artisanale	Forces	Faiblesses	Attentes
Tissage traditionnel	<ul style="list-style-type: none"> *Savoir-faire acquis et main d'œuvre disponible (province Figuig). *Matières premières disponibles (laine et poil de chameau) 	<ul style="list-style-type: none"> *travail féminin à domicile * manque de design * faible demande 	<ul style="list-style-type: none"> *formation pour le traitement de la laine *création de coopérative pour les tisseuses *introduction de design *accès au micro-crédit * labéliser l'étoffe de Figuig
Poterie	<ul style="list-style-type: none"> *Savoir-faire acquis et main d'œuvre disponible (environs Berkane et Nador). *Matières premières disponibles (province de Nador) * existence d'une coopérative dans la province de Nador 	<ul style="list-style-type: none"> * qualité inférieure des moyens de cuisson. * problème de commercialisation 	<ul style="list-style-type: none"> * aide à la commercialisation * aide à la production par l'introduction des fours à gaz
Sellerie	<ul style="list-style-type: none"> * Savoir-faire acquis et main d'œuvre disponible (Oujda). Formation de femmes pour réhabiliter ce métier 	<ul style="list-style-type: none"> * problème de commercialisation *manque de créativité *prix élevé des matières premières 	<ul style="list-style-type: none"> *assistance technique pour la production. * aide à la commercialisation * sensibilisation au micro-crédit
Armes traditionnelles de fantasia	<ul style="list-style-type: none"> *savoir-faire et main d'œuvre (Taourirt - Jerrada) * usage important durant les moussem et fantasia 	<ul style="list-style-type: none"> * déclin du savoir-faire. * faible commercialisation. * spécialisation dans la production d'un seul produit (fusil) 	<ul style="list-style-type: none"> *demande d'espaces de production * nouveau design * accès au crédit
Blousa	<ul style="list-style-type: none"> *savoir-faire et main d'œuvre (Berkane-Oujda) * demande potentielle forte 	<ul style="list-style-type: none"> *main d'œuvre éparpillé * faible commercialisation * manque de créativité 	<ul style="list-style-type: none"> *introduire un design nouveau *plus d'espace d'expositions *organisation des artisanes * accès au crédit * formation à la coupe et couture
Vannerie	<ul style="list-style-type: none"> *main d'œuvre et savoir-faire existant * existence de 3 coopératives * demande potentielle 	<ul style="list-style-type: none"> *spécialisation dans un mono-produit *faible productivité *difficulté de cueillette de la matière première *concurrence des produits industrialisés 	<ul style="list-style-type: none"> *espace pour la production *design *accès au crédit *amélioration de la commercialisation

Nous nous sommes intéressés à ces métiers et nous avons interrogé trente femmes artisanes réparties dans quelques-uns de ces métiers (vannerie, *blousa*, poterie notamment). De fait, les éléments identifiés convergent avec les résultats de notre enquête auprès des artisanes.

2.3 : Les actions menées pour l'accompagnement de l'artisanat

Les actions menées pour l'accompagnement de l'artisanat sont de plus ou moins grande envergure. A une petite échelle, puisque seulement sept femmes sont ciblées, la Fondation Moulay Slimane ouvre, à partir de juin 2009, un centre artisanal pour la production et la vente. Un cahier des charges précis devrait réglementer cet espace pour qu'il soit utilisé dans la perspective du développement de l'artisanat patrimonial.

A une échelle plus grande, nous n'avons observé que trois types d'actions principales. Les actions sont ventilées en un accompagnement pour 1) améliorer les sites de production et d'exposition, 2) l'introduction de *designer* pour améliorer l'innovation artisanale et 3) le montage d'actions de proximité pour favoriser la production et la distribution des produits artisanaux, notamment en direction des femmes grâce à l'INDH.

Ainsi trois espaces pour la production et la commercialisation ont été aménagés au cours du dernier quinquennat :

- Le village des artisans à Oujda pour un montant de 12,9 millions de MAD qui est en fonctionnement depuis la fin de l'année 2004 ;
- Un village d'artisans à Jerrada, qui sera ouvert prochainement ;
- Un espace réservé aux artisans (environ une quarantaine) dans le cadre de la station balnéaire de Saïdia.

Les deux premiers villages ont été réalisés dans le cadre d'un partenariat entre plusieurs institutions (SECA, Agence de développement et Fondation Mohamed V) d'un montant respectif de 12,9 et 9,96 millions de MAD. Le troisième espace est le fait d'aménageurs privés. Le cahier des charges établi - très contraignant du point de vue des artisans peu habitués à travailler selon les normes exigées - a fortement

pesé sur l'offre des artisans. Actuellement, une douzaine d'artisans ont été sélectionnés et jugés aptes à bénéficier des conditions du village.

Certains produits artisanaux ont fait l'objet d'une attention particulière pour améliorer le *design*. C'est le cas de la *blousa* pour laquelle, après un appel d'offre international, deux *designers* ont été retenues. Elles ont proposé une collection composée de 12 modèles qui sont en cours d'exécution.

Dans le cadre du partenariat INDH-artisanat, des actions directes pour l'accompagnement de l'artisanat, mais aussi indirectes, sont menées (les crèches aménagées dans les plateformes socio-éducatives en sont un exemple)

Artisanat et INDH

L'aide directe à l'artisanat représente - pour la région de l'Oriental - 2 % du budget et 10 % environ des bénéficiaires de l'INDH pour la période 2005 à 2008.

Tableau : projets artisanat et INDH dans la région de l'Oriental

Projets INDH et Artisanat	budget	bénéficiaires
Montant total INDH 2005-2008	428 793 157	48 650
Projets Artisanat/INDH	8 551 864	4537
Pourcentage	2,0	9

Source : tableau construit à partir des données de la Délégation de l'artisanat et de l'INDH- Oujda.

Les projets en partenariat INDH - artisanat s'élèvent à un montant de 8 551 864 millions de MAD et ils ont touché 4537 bénéficiaires. C'est la région de Berkane qui a attiré le plus grand nombre de projets (44 %), suivie par Figuig (28 %) comme l'indique le tableau suivant.

Tableau : projets artisanat en partenariat entre l'INDH et la Délégation de l'artisanat par préfectures

Provinces	Bénéficiaires	Pourcentage	Budget	Pourcentage
Oujda Angad	342	8	998 200	12
Berkane	1990	44	3 721 300	44
Taourirt	308	7	746 000	9
Jerrada	645	14	1 294 624	15
Figuig	1252	28	1 791 740	21
Total	4537	100	8 551 864	100

Source : Délégation de l'artisanat - Oujda

Ces activités s'adressent en très grande majorité aux femmes artisanes, soit directement par la fourniture de matériel pour améliorer la production comme l'achat d'un ordinateur pour programmer la broderie à Figuig, soit par l'aide à la commercialisation en créant des points d'exposition et de vente, soit par la formation, ou l'alphabétisation, ou encore un soutien aux mères de famille par l'ouverture de crèches pour la prise en charge des enfants. Le tableau suivant détaille les composantes artisanales concernées par ce partenariat, ventilées sur chacune des provinces.

Tableau : composantes artisanales à FCC selon les préfectures de la région de l'Oriental.

Provinces	Composantes
Oujda Angad	Principalement la couture et les couturières - Cuisine également
Berkane	garderies d'enfants, centre de formation et d'alphabétisation
Taourirt	fer forgé (utilitaire et décoration), broderie, couture, tapis, formation
Jerrada	vannerie, couture, tissage, tapis, espace de vente des produits artisanaux
Figuig	production de pâtes, couture, broderie, cuisine, tapis
Nador	maroquinerie, poterie, création et équipement d'une unité de production de tapis Beni Bouyahyi.

Source : Délégation de l'artisanat - Oujda

Synthèse sur les difficultés et les attentes des artisanes

Certains métiers sont pratiqués plutôt par des artisanes : cas de la couture traditionnelle (caftan et surtout la *blousa*) ; vannerie, tissage traditionnel (burnous), tapis traditionnel. D'autres au contraire sont plutôt réservés aux hommes (sellerie, armes traditionnelles). D'autres activités artisanes sont moins marquées (la poterie à titre d'exemple)

Les difficultés, comme nous l'avons vu, peuvent être regroupées selon quatre grandes thématiques : liés à la production, à la commercialisation, au financement et à la formation.

Cas de la couture traditionnelle : cette activité est souvent pratiquée à domicile. Les artisanes sont dépendantes de la demande puisqu'elles travaillent, le plus souvent, à la commande. De plus, celles qui continuent à coudre la *blousa* ont à faire face à une demande qui décline constamment. Cette forme vestimentaire est fortement concurrencée à la fois par le caftan et l'habillement européen. Quant à la vannerie, répandue dans le milieu rural, elle est peu novatrice.

L'accès au crédit

Les données du micro crédit ne spécifient pas la ventilation par branche pour la région (elles ne sont disponibles qu'à l'échelle nationale, du moins pour la fondation du micro crédit de la Banque Populaire).

Le micro crédit dans la région de l'Oriental a connu un pic en 2006. Depuis cette date, il est stagnant. Le crédit moyen octroyé (homme et femmes) est de 10 600 MAD en moyenne (il est inférieur pour les femmes puisqu'il s'élève à 7000 MAD environ).

A l'échelle nationale, en 2006, les femmes représentaient 57 % de la clientèle de la Fondation Banque Populaire pour le micro crédit. La répartition des prêts selon la nature de l'activité se présentait ainsi : 54 % pour les métiers manuels, 39 % pour le commerce et 7 % pour les services.

Le micro crédit semble traverser une période de stagnation, après avoir connu une expansion très forte, qui touche l'ensemble des associations de micro crédit dans la région de l'Oriental comme partout ailleurs au niveau national. Cette stagnation renvoie à plusieurs causes possibles liées aux clients et au contexte global.

Une plus grande vigilance des distributeurs de micro crédit consécutive au fléchissement généralisé du taux de remboursement des crédits : il atteignait 99,99 %. Les impayés commencent à devenir un fait structurel et tournerait autour des 3 %. Un surendettement des mêmes clients qui s'endettent auprès de plusieurs distributeurs de micro crédit.

La faible réactivité, voire l'inefficacité des autorités d'exécution et de la justice en cas de défaut de paiement.

Une conjoncture économique en crise.

Selon un agent du micro crédit à Oujda, la clientèle potentielle est encore très vaste. Elle est estimée entre 8 et 10 millions de clients alors que le taux de pénétration ne dépasse guère les 15 %. Cependant, ce marché potentiel n'est pas correctement ciblé car l'ensemble des associations de micro crédit s'adresse au même segment de la demande en exigeant des modalités de crédit solidaire qui sont presque identiques. De ce fait, des segments du crédit plus proche de la micro entreprise que du mono artisan ne sont pas atteints.

Conclusion

L'artisanat ayant une dimension patrimoniale est encore représenté dans la région de l'Oriental à travers quelques métiers : couture, sellerie, poterie, vannerie, armes traditionnelles, reliure essentiellement.

Ces métiers sont souvent féminisés. Lorsqu'ils le sont, ils sont exercés souvent à domicile, rarement dans des unités de production (séparé du domicile) ou dans des coopératives.

Ce travail à domicile est vécu - par plusieurs femmes interrogées - plus comme une activité secondaire que comme un métier à temps plein. L'exercice de ce métier permet une certaine reconnaissance sociale et surtout il assure 1) une forme d'argent de poche pour s'autonomiser et 2) il permet une autoproduction valorisante pour soi et ses proches. C'est le cas des couturières, des tisseuses, de celles qui pratiquent la vannerie... Cette perception provient de la faiblesse des revenus tirés et des difficultés liées à la commercialisation. La plupart des métiers à FCC ont des difficultés de débouché surtout dans une région où le tourisme est de faible ampleur.

L'INDH, en partenariat avec l'artisanat, organise un travail de proximité auprès des femmes bénéficiaires. La création de crèches dans les « plateformes » socio-éducatives est un moyen indirect de libérer les femmes pour une production plus structurée et plus professionnelle.

L'achèvement du PDRA de l'Oriental devrait fournir les bases d'une stratégie régionale pour l'accompagnement de l'ensemble des artisans en général et de ceux et celles qui exercent des métiers à FCC. Plusieurs des métiers exercés nécessitent des innovations pour attirer une demande supplémentaire et ont un fort potentiel de développement. C'est l'exemple de la vannerie dont la déclinaison des objets

produits peut être très grande (chaussures, objets de décoration, ustensiles de cuisine...) alors que les femmes, bien souvent, ne fabriquent qu'un seul objet (le panier en vannerie classique). De même pour les couturières (les possibilités de variation autour du vêtement féminin oujdi sont aussi grandes que celles du caftan). De même pour la poterie... L'ouverture de la région au tourisme avec le démarrage de la station de Saidia devrait contribuer à l'accès à une clientèle plus large.

Section III : Spectacle vivant et industries culturelles (cinéma - livre et théâtre)

Introduction

La ville d'Oujda semble être, du point de vue de vue culturel, dans une phase de transition. En tous les cas, elle est passée d'une période de léthargie - mentionnée par les observateurs et personnes ressources rencontrées - à une phase plus dynamique : création de lieux de spectacles, offre de théâtre, festival en hausse... Un responsable de l'Institut français de l'Oriental cite le cas d'un spectacle, en 2002, qui avait attiré, au moment où les régisseurs plaçaient les gradins et les chapiteaux, avant même le démarrage, une foule nombreuse (estimée entre 2000 et 3000 personnes), impatiente d'attendre le jour d'ouverture. Cet exemple est l'indicateur d'une demande de « sorties » et de divertissements face à une offre de culture et de divertissement de faible ampleur.

Selon un homme de culture - écrivain, homme de théâtre, on serait actuellement dans une situation inverse du point de vue de la culture : il existe une offre de produits culturels mais la demande ne suit pas. Il y aurait une désaffection du public pour la culture et une demande croissante de divertissement (le festival du raï programmé à Oujda en serait une des expressions).

Dans tous les cas certains sont soit en déclin (cinéma), soit font l'objet d'une offre et une demande d'un faible niveau (cas du théâtre, cinéma, livre).

3.1 : Le cinéma

Les salles de cinéma sont en déclin dans la région de l'Oriental, comme partout ailleurs au Maroc et à l'étranger, puisque elles ont diminué de moitié passant de 10

salles en 2002 à cinq en 2006. Cette baisse du nombre de salles s'accompagne d'une baisse de tous les autres indicateurs (nombre d'entrées et en conséquence recettes). Sur toute la région, actuellement, il n'y a plus qu'une salle à Berkane et 4 autres à Oujda (le tableau suivant décline la baisse de l'activité) et le taux de remplissage est très bas. En 2006, les salles de cinéma existantes ont fonctionné durant l'équivalent d'un mois et demi sur 12 (en supposant qu'il y ait une seule projection journalière !

Tableau : évolution de l'activité cinématographique dans la région

Années	2006	2005	2004	2003	2002
Population urbaine (en milliers)	1198	1198	1183	1183	1183
Nombre de salles de cinéma	5	9	9	9	10
Nombre de places	4110	6710	6710	5855	7488
Nombre d'entrées annuelles	185 676	253 070	406 051	478 252	527 045
Recettes annuelles (en milliers de MAD)	1394	2096	3332	3984	4198

Source : Direction de la statistique (ASM.2007)

Les salles de cinéma encore ouvertes sont dans un état assez dégradé et ont des difficultés bien qu'elles essaient de varier leur offre (location des salles pour d'autres activités comme le chant, le théâtre). Mais la demande des activités alternatives n'est pas suffisante pour assurer le fonctionnement de ces salles qui ferment les unes après les autres.

3.2 : Le théâtre : écriture, montage et diffusion

La pratique du théâtre remonte au début de la colonisation. Dans un des ses ouvrages, M. Ramdani distingue trois périodes du théâtre à Oujda (la période de la constitution de 1907 à 1950, marquée par des associations d'amateurs ; la 2^e étape de 1950 à la fin des années 70 : celle de l'ancrage de cette pratique ; enfin la phase de la modernisation).

A Oujda, plusieurs espaces, plus moins spécifiés, peuvent servir de salle de théâtre. C'est le cas de l'annexe de l'Eglise qui a été aménagée grâce à un don provenant d'une ONG hollandaise. C'est également le cas de la Maison des jeunes (relevant du Ministère de la culture et fermée récemment pour réfection). C'est le cas aussi. plus

récemment, du Centre culturel (qui n'est pas encore franchement ouvert aux associations).

Le théâtre est dans une situation ambiguë à Oujda. Il est pratiqué en grande partie par des amateurs (pratiquement à tous les stades de la chaîne du processus : de l'écriture de la pièce jusqu'au montage, à la production et à la distribution) qui doivent prendre en charge toute une dimension quasiment « entrepreneuriale ». En effet, le montage d'une pièce et sa production, sa distribution supposent une équipe, un coût de fonctionnement, des salaires à distribuer, des décors à produire, des déplacements, des salles à louer ou mobiliser, une régie, une billetterie...

L'aide fournie par le Ministère de la culture se ventile en deux étapes : la production et la diffusion. L'aide à la production s'élève à un maximum de 60 % du coût global. Elle peut atteindre un montant maximal de 220 000 MAD (pour les troupes les plus connues à l'échelle nationale comme celles de M. Seddiqui ou Mme T. Jebrane). A Oujda, le montant maximal a été obtenu par la troupe « Come drama » qui a monté la pièce de théâtre « *Le souk* », écrite par M. Ramdani. Elle s'élève à 130 000 MAD. De plus, et c'est un fait très rare à l'échelle nationale - et unique dans l'Oriental - cette pièce a obtenu une double aide (subvention de la production et de la diffusion). L'aide à la diffusion consiste en la fourniture d'un montant de 7000 à 10 000 MAD par spectacle pour une dizaine de représentations au maximum. Cette aide à la diffusion est minime lorsque la troupe se compose d'une vingtaine de personnes (acteurs et techniciens) et lorsque la salle de spectacle est payante...M. Ramdani cite le cas du cinéma de Paris, à Oujda, qui exige un montant de 4000 MAD si la pièce est programmée à 21 h et 2000 MAD entre 18 h et 21 h. Le gérant de la salle de cinéma facture le montant d'une salle comble (bien qu'elle soit vide le plus souvent) !

Le coût du spectacle est à rapporter aux recettes. Le théâtre est une activité « élitiste », en tous cas éloignée de l'affluence observée durant certains festivals de musique en plein air. Une affluence maximale peut atteindre 1000 personnes au cinéma le Paris à Oujda pour un spectacle offert par une troupe reconnue et primée. Par ailleurs, le plus souvent, les spectacles sont offerts gratuitement, car, bien souvent, les ONG - tenues à une activité à but non lucratif - ne peuvent pratiquer une billetterie payante car cela est interdit par la loi. Un acteur de théâtre, à Oujda, a été

interrompu pendant sa représentation et emmené au poste de police pour avoir vendu des billets de sa représentation théâtrale.

En définitive, le montage d'une pièce de théâtre suppose une gestion entrepreneuriale qui démarre dès la conception et la demande de subvention auprès du Ministère de la culture. Le projet présenté doit être conçu comme un projet rentable qui justifie un fonctionnement et des coûts rationnels. Alors que le théâtre est pratiqué par des amateurs qui sont dans l'obligation de mener, parallèlement, d'autres activités pour subvenir à leurs besoins.

Le théâtre (dans sa dimension production et diffusion) est une activité dont les coûts augmentent (décor, salaires des maquilleurs, acteurs, scénographes, location de salles, transports...) face à des recettes propres le plus souvent nulles.

Le spectacle du théâtre - comme la plupart des spectacles vivants - est fonction de l'engagement de l'Etat et du sponsoring privé. S'agissant du théâtre, le sponsoring privé est relativement absent, comparé à d'autres formes (certains festivals de musique). En effet, le retour sur image est de faible ampleur (le public touché est minime). Cette caractéristique n'est pas propre au Maroc ni à Oujda (en France par exemple, les spectacles vivants sont très largement subventionnés, jusqu'à 65/70 %).

L'encadré suivant retrace les difficultés économiques liées à l'offre et la demande de la pratique du théâtre (écriture de pièces et montages).

Itinéraire et difficultés économiques de la pratique du théâtre à Oujda

Le théâtre est une passion mais pas une activité rémunératrice à Oujda. M.M.R., professeur à la Faculté des Lettres d'Oujda, écrit et met en scène des pièces de théâtre.

M.R. est une personne ressource, cité par plusieurs sources comme étant une des personnes incontournables du PC intangible en général et du théâtre en particulier, bénéficie d'une assez large reconnaissance sociale.

Le théâtre est une passion pour lui, mais cette passion n'est pas rémunératrice et qui rencontre difficilement la demande. Cette demande du public étriquée, presque inexistante, est illustrée par d'un des grands écrivains marocains, Ahmed Bousfour qui a été sélectionné pour recevoir le prix du meilleur écrivain, au Maroc, il y a cinq ans. Cet écrivain a refusé ce prix. Il a estimé, selon notre interlocuteur, qu'il ne méritait pas cette distinction car, sans un public, sans la reconnaissance et la sanction des lecteurs, on ne peut prétendre au statut de meilleur écrivain.

En effet, les tirages - aux alentours de 500 à 1000 - sont rarement vendus comme nous l'avons montré au cours du diagnostic national (cf. rapport sur le diagnostic de l'économie du patrimoine culturel au Maroc). A Oujda, M.M.R. édite à compte d'auteur et publie 500 exemplaires environ dont il écoule, difficilement, et sur une longue période (plusieurs années) 100 à 200 exemplaires. Il lui arrive de faire un tirage de 1500 exemplaires mais il s'agit d'ouvrages ciblés : c'était le cas d'un livre en liaison directe avec le programme enseigné à la faculté. C'est le cas aussi d'un ouvrage bibliographique qui inventorie plusieurs auteurs et pièces de théâtre. Dans le premier cas, les étudiants, nombreux, et sur plusieurs années, ont acheté cet ouvrage. Dans le second cas, les différents auteurs cités ont eux aussi acheté le livre. Cet ouvrage s'est épuisé après une dizaine d'années !

Les aides existent mais elles sont faibles voire insignifiantes. C'est le cas par exemple de l'aide du Ministère de la culture - forme d'aide suspendue d'ailleurs en 2008 car jugée inefficace - qui prend en charge la moitié des frais d'impression d'un ouvrage. Selon M.M.R., qui a bénéficié de cette aide, l'imprimeur a gonflé le montant, anticipant le fait que le Ministère de la culture ne règle ses factures qu'après un long délai et de nombreux aller retour. De ce fait, l'ampleur de cette aide est amoindrie car les 50 % à la charge de l'écrivain sont ainsi sur évalués.

Les aides sont aussi souvent le résultat de relations interpersonnelles et non le fruit d'un soutien à la culture et à la littérature. C'est un mécène à Berkane qui lui a financé une partie de l'impression d'un ouvrage. C'est la commune qui achète une vingtaine d'ouvrages. C'est la faculté qui organise une signature au cours de laquelle il vend également 30 à 40 exemplaires.

La distribution des ouvrages est également problématique. Notre interlocuteur cite l'exemple d'un des deux grands distributeurs au Maroc, Sochepress, qui demande 50 % du prix de vente. Cet organe de distribution est plutôt intéressé par la distribution d'ouvrages d'auteurs connus

encore de « beaux livres » dont le prix est élevé et qui sont rentables même si les ventes sont faibles. Or les ouvrages de notre interlocuteur sont tarifés entre 30 et 50 MAD.

Le montage et la présentation des pièces de théâtre est un autre parcours, lui aussi empli de difficultés, d'aides et de subventions « mesquines » selon M.R.

Nous avons évoqué plus haut les difficultés du montage et de la diffusion des pièces de théâtre.

Malgré toutes ces difficultés, le théâtre est encore une pratique vivante. Des pièces de théâtre sont offertes au public régulièrement (quoiqu'il soit difficile d'en avoir une idée exacte). Mais il est difficile d'avoir une idée précise sur l'audience (la plupart des pièces sont offertes gratuitement). Selon M. Ramdani, le problème réside plutôt du côté de la demande. Il y aurait une désaffection générale du public pour la consommation de biens culturels. Il serait plutôt intéressé par du spectacle de divertissement.

Par delà cette caractéristique globale (une consommation basse des produits dits « culturels ») se pose la question de la rencontre de l'offre et de la demande. Est-ce que l'offre est appropriée (par les thématiques traitées, les décors, les lieux, les horaires....). Est-ce que l'offre est correctement diffusée auprès du public ciblé ? Est-ce que des troupes formées de non professionnels peuvent animer durablement et valablement la scène théâtrale marocaine ?

3.3 : Les festivals de musique

La plupart des festivals tournent autour de la thématique de la musique. Deux festivals se distinguent : l'un, plutôt de type « élitiste » autour du chant et de la musique « gharnati », l'autre plus « commercial » autour du raï.

La ville d'Oujda est reconnue pour la musique « gharnati ». Cette forme musicale (assez féminisée) est un patrimoine que tente de sauvegarder plusieurs acteurs (des institutionnels, des ONG, des fondations, l'Institut français...).

L'association « les amis de Cheikh Salah », créée en 1985, du nom de l'orchestre (ayant fonctionné entre 1930 et 1972) du musicien du même nom. Cette association

promeut cette musique de manière double : par l'enseignement et la production de concerts gratuits ou commerciaux. L'enseignement de la musique « gharnati » aux jeunes est payante (100 MAD par mois à raison de deux séances de deux heures chacune par semaine). La dernière soirée, organisée le 30 novembre 2008, a réuni environ 500 personnes à la fondation Moulay Slimane.

Cette association se maintient grâce aux concerts payants, aux cotisations des élèves musiciens (chaque année entre 80 et 150 étudiants) et à l'autofinancement des membres du comité de direction. La production de CD, ayant une diffusion très limitée, joue un rôle essentiellement de conservation de cette forme musicale.

Le Ministère de la culture organise un festival de la musique gharnati, annuellement depuis 18 ans (avec une interruption entre 1994 et 1999). Il est animé par des groupes marocains (Oujda, Rabat, Fès, Tétouan) mais aussi étrangers (Algérie, France, Espagne...). Ce festival, comme tous les autres, est ouvert gratuitement au public. Il est organisé en partenariat avec l'Agence du Nord et il a un budget qui tourne autour de 0,8 millions de MAD. Il dure cinq jours en moyenne et il draine, selon le responsable de la délégation du ministère de la culture 1000 à 2000 spectateurs quotidiennement. Il est donné en plusieurs endroits de la ville (dans les prisons, dans le parc de Lalla Mina...)

La Fondation Moulay Slimane accueille dans ses locaux rénovés des concerts gratuits qui attirent vers la vieille ville les familles qui l'ont désertée après l'indépendance. L'Institut français de l'Oriental a organisé un festival gharnati pour et par les enfants (ceux des plus importantes écoles de musique arabo-andalouse).

Le festival du raï, à Oujda, est celui qui a le plus d'envergure. Cette année, ce sera la troisième édition. Il est monté par une ONG, Oujda Art, en partenariat avec plusieurs sponsors publics et privés. Le budget n'est pas public mais il serait d'environ 8 millions de MAD. L'audience est estimée à 400 000 personnes au total avec des pics de 160 000 environ lorsqu'une vedette internationale est programmée.

Les autres festivals sont de moindre envergure du point de vue du budget, de l'audience et de la médiatisation. On peut citer :

- Festival de Saidia ouvert à tous les genres musicaux ;
- Festival du film hollandais à Nador et Oujda ;

- Festival de la poésie amazigh ;
- Semaine culturelle de Jerrada et Debdou ;
- Rencontres régionales de la créativité littéraire...

3.4 : Livres, médiathèques, bibliothèques, librairies

Bibliothèques et médiathèques. Le nombre des bibliothèques et médiathèques est en croissance dans l'Oriental. La Délégation de la culture en dénombre 14 dont huit équipées au cours des deux dernières années. Le programme du livre, initié par le Ministère de la culture (*cf.* le rapport sur le diagnostic de l'économie du patrimoine culturel au Maroc) a donc un impact au niveau de la région de l'Oriental.

Parallèlement à cet investissement physique (construction et équipement de bibliothèques), est opéré un effort du côté de l'animation (visites dans des lycées, organisation de compétitions...). Cependant, bien que l'on n'ait pas obtenu de chiffres sur la fréquentation, le délégué du Ministère de la culture estime qu'elle est en baisse constante sur toute l'année (excepté quelques pics au moment des examens).

La fréquentation des bibliothèques et médiathèques, bien qu'étant d'un accès gratuit, est faible. Nous l'avons constaté d'ailleurs en visitant quelques bibliothèques de la ville (celle de la Fondation Moulay Slimane, montée en partie par la donation d'ouvrages de la part d'un enseignant, était totalement vide lors de notre visite. De même que la médiathèque du complexe culturel.

La médiathèque de l'Institut français de l'Oriental, à Oujda, semble connaître une fréquentation plus assidue. Les inscriptions au cours de langue française ont atteint 3500 personnes en 2008 (elles connaissent une hausse régulière chaque année de 100 à 150 adhérents). Les adhérents sont des lecteurs potentiels de la bibliothèque-médiathèque qui accueille environ 200 personnes par semaine avec un pic durant la période des examens. Est-ce dû à la nature des ouvrages offerts ? à l'animation parallèle ? à d'autres facteurs ? Une analyse comparative fine de l'ensemble de ces paramètres permettrait de mieux cerner le profil de la demande de lectures d'ouvrages.

Librairies. Peut-on parler de présence de librairies dans la capitale de l'Oriental ? La librairie la plus achalandée de la ville est aussi en grande partie un kiosque à journaux. Les livres les plus vendus sont les moins chers (livres de poche, ou éditions provenant du Liban qui coûtent 20 à 30 MAD) ou encore les ouvrages pratiques (relatifs à la *moudouwana*, ou utilitaire comme les codes fiscaux, etc.) ou ceux dont l'achat est obligatoire (ouvrages scolaires).

Certains auteurs se démarquent et sont recherchés par le public oujdi : cas des ouvrages de M. Jabri du côté des nationaux ou Amin Maalouf pour les auteurs étrangers. Le responsable de la librairie observe quelques pics d'achat : c'est le cas de l'ouvrage de M. Marzouki (relatif au bague de Tazmamart) après son interview sur la chaîne de télévision Al Jazira. C'est le cas aussi de l'ouvrage de M. Binebine relatif lui aussi à la même thématique.

Nous n'avons pas d'idée sur le volume moyen des ventes. A titre indicatif, la vente de l'ouvrage de Markouzi s'est élevée à 10 exemplaires durant les jours qui ont suivi sa médiatisation. Le libraire en a vendu ensuite quatre ou cinq.

Conclusion

La région de l'Oriental connaît les prémices d'un décollage résultant d'une volonté politique récente. Elle est devenue relativement attractive pour des investissements diversifiés (tourisme, industrie, agriculture, commerce). L'effort public d'investissement est organisé autour de projets structurants (devant notamment désenclaver l'espace grâce à la construction d'autoroutes, d'aéroports, de mise en service de voies ferrées supplémentaires...) et d'un investissement massif dans le tourisme balnéaire (création d'une nouvelle station à Saïdia).

Cet effort global englobe des actions en direction du PC tangible (début de réhabilitation de la médina d'Oujda, de la kasbah de Saïdia), construction de musées, achèvement du complexe culturel, effort pour inventorier les « ressources » touristiques... Cet effort est remarquable après la longue période de marasme économique global (et en direction des « objets » patrimoniaux plus précisément). Il s'accompagne également de retombées des stratégies nationales : la politique de l'INDH et le partenariat autour de l'artisanat, les prémices de l'impact de la *Vision 2015* de l'artisanat.

Il est trop tôt pour évaluer l'impact de cette « reconquête » de la région de l'Oriental et de l'effort d'autonomiser son développement indépendamment de la question des échanges frontaliers avec l'Algérie.

La dynamique de la mise en tourisme est dans une phase de démarrage. Comment alors concilier ce tourisme avec la réhabilitation du PC ? C'est une question posée à l'échelle nationale et locale. Comment tirer profit des ressources mobilisées grâce au tourisme pour valoriser le PC sans le dénaturer ? Cette question est posée par certains acteurs de l'Oriental (les universitaires - peu impliqués dans ce processus) et des ONG.

Comment mieux ancrer cet effort développementaliste avec une stratégie qui cible les femmes, notamment autour de l'artisanat à FCC ? Le développement à travers le PC - ciblé autour du genre - est forcément une question transversale qui touche de nombreux secteurs et acteurs de la société. Le cadre - avec les différentes composantes de cette interdisciplinarité - semble se mettre en place progressivement. En effet :

- les institutionnels du tourisme sont en demande « d'objets » culturels à promouvoir ;
- le secteur de l'artisanat a élaboré une stratégie qui s'appuie sur le tourisme et met en valeur les éléments du patrimoine artisanal ayant un FCC - bien que la concrétisation de cette vision soit dans sa phase de démarrage dans la région de l'Oriental (le PDRA est en cours d'élaboration) et que les actions entreprises débutent juste ;
- l'INDH travaille un partenariat avec l'artisanat, action qui construit un cadre favorable à l'exercice du métier d'artisan (formation, alphabétisation, crèches, coopératives...);
- le micro crédit, après une période de croissance constante, semble être dans une phase de stagnation. Cette pause dans la croissance devrait permettre aux associations de micro crédit de mieux diversifier l'offre afin d'atteindre un nombre plus grand de clients potentiels.

La croissance des investissements dans l'Oriental est une opportunité pour ancrer le PC dans la dynamique du développement économique. Se pose cependant la question de la gouvernance de cette stratégie. Comment impliquer non seulement

les usagers mais aussi ceux qui sont concernés par le PC ? En effet, le devenir des ensembles urbains, celui de la transformation de l'artisanat, la protection des sites patrimoniaux... nécessitent un arbitrage constant entre la valeur culturelle et la valeur économique potentielle.

LISTE DES ENTRETIENS REALISES

REGION DE L'ORIENTAL

- 1) Abdellaoui A., délégué, Ministère du tourisme
- 2) Chourak, Centre régional d'investissement, Oujda
- 3) Kedoussi M., délégué, Ministère de la culture.
- 4) Mokri B, Secrétaire général, Fondation Moulay Slimane, Oujda
- 5) Meloni E., projet manager, Ricerca e cooperazione, ONG italienne
- 6) Iraki Melle, centre d'informatique, CRI, Oujda
- 7) Zakriti H., conservateur, Ministère de la culture, Oujda.
- 8) J'did I. Chargée de communication, CRI de l'Oriental, Oujda
- 9) Ramdani M., professeur à la faculté de Lettres
- 10) Lionel M., Secrétaire général, Institut français de l'Oriental
- 11) Terchoun M, formateur, Institut français de l'Oriental
- 12) Chaabane N., président de l'ONG « les amis de cheikh Salah »
- 13) Fizazi A, Agence de l'Oriental
- 14) Kerkouch H, Délégation de l'artisanat, Oujda
- 15) Hamidi S., Délégation de l'artisanat, Oujda
- 16) Assni O., Superviseur régional, Fondation micro-crédit, Oriental
- 17) Hadrachi M., délégué INDH, Oriental
- 18) Bezazi, vice doyen de la Faculté des lettres, Oujda

Bibliographie

Ouvrages et documents spécifiques

Centre Régional d'investissement,

1. « L'oriental - Med Est : un nouveau pôle émergent, Avril 2009
2. La région de l'Oriental - Riche de sa diversité, forte de ses territoires - Potentialités touristiques.

Délégation Régionale de l'Artisanat « Etats des lieux », - Oujda, juin 2009

Faculté des lettres - Oujda, Programme d'appui aux artisans de la ville de Nador : « Etude du secteur de l'artisanat dans la ville de Nador »

Fondation Banque Populaire pour le micro crédit, « Rapport Annuel - 2005 et 2006 ».

Fondation Moulay Slimane - Africa 70, Projet d'appui à la Sauvegarde du patrimoine Culturel de la Région Orientale - Oujda,

Institut français de l'Oriental :

1. bulletin du 1/04 au 30/06 , journal des élèves (2009)
2. *Les Cahiers de l'IFO*, « images et personnages », Oujda 2007
3. *Les Cahiers de l'IFO*, « L'oriental à l'aquarelle », Christophe Pons, Ali Massou
4. *Les Cahiers de l'IFO*, « Passages de l'Oriental »,

Ministère de l'environnement, BET Zewi- Zurich, 18/05/98

Ministère de la culture, Délégation d'Oujda : liste des sites et monuments classés à Oujda

Ministère de la culture, UNESCO, Coopération italienne, Fès 2003-Patrimoine et développement urbain dans les centres historiques urbains.

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique- Centre national pour la recherche scientifique et technique, Guide du pôle de compétences patrimoine culturel (2PC)

Ministère de la prévision économique et du plan - Direction de la statistique, *Les Cahiers de la statistique*, « Les anciennes médina du Maroc », octobre 1999

Ministère de l'habitat et de l'urbanisme, Al Omran, Patrimoine bâti national, bilan des réalisations 2008

NEMMAOUI K., « *Oujda - porte du Maroc : mille ans d'histoire* »

RETNANI A., « *Oujda années 20 - récits de voyages* », éd. la Croisée des chemins

Rapport du cinquantenaire, Le Maroc possible, Perspective 2025

Secrétariat d'Etat chargé de l'artisanat,

- « *Vision 2015* »
- Plan régional de développement de l'artisanat à Fès
- Panorama de l'artisanat, 1^{ère} édition de l'Observatoire national de l'artisanat, 2006
- Artisanat 50 ans 1955-2005, octobre 2004
- La normalisation et la qualité outils de développement de l'artisanat, 2007
- Collection de produits en bois de thuya-Essaouira - Catalogue 2008
- Collection Dinanderie de Fès, l'Art et la manière, 2008
- Création d'une collection de bijoux au profit des bijoutiers de Tiznit, 2006
- Collection de bijoux, d'étuis et de boites en bois de thuya - Essaouira, 2008

- Design pour le tissage traditionnel - Ouezzane, collection 2008
- Livre Blanc de l'artisanat et des métiers, septembre 2001

Ouvrages généraux.

BARTHELEMY G., *Artisanat traditionnel et développement local à Fès : Perspectives pour l'emploi*, 2002, Ministère du développement, de la solidarité, de l'emploi, et de la formation professionnelle, BIT.

BEN HAMOU F. *L'économie de la culture*, ed. La découverte, 6^e éd. Paris, 2008

CHOAY F. *L'allégorie du patrimoine*, éd Le Seuil, Paris, 1992

GREFFET X. *La gestion du patrimoine culturel*, Anthropos, Paris, 1999

Internationale de l'imaginaire, Le patrimoine culturel immatériel, les enjeux, les problématiques, les pratiques, éd. Babel, Maison des cultures du Monde, 2004

LEVI STRAUSS Cl., *Race et histoire*, éd. Gonthier, Paris, 1961

LOTH D. *Le management interculturel*, éd. L'harmattan, Paris 2006

THROBBY D. *Economics and culture*, Cambridge University press, 2001

TOBELEM J.M. dir., *La culture mise à prix*, l'Harmattan, Paris, 2005

- II -

REGION

TAZA - HOCEIMA - TAOUNATE

Une économie du PC très légèrement émergente,
mais largement en-deçà de ses importantes potentialités

PLAN

Introduction

- Rappel de l'objectif de la mission et méthodologie
- Le contexte : les années 2000, une région enfin réhabilitée et sortie de l'oubli

I- Un Patrimoine culturel tangible, à peine exploité, et menacé de disparition

- L'inventaire d'un patrimoine culturel en voie de disparition : une offre méconnue
- Le rôle des associations dans la préservation et la valorisation du patrimoine culturel : l'émergence des AGR dans le patrimoine culturel
- La récente introduction de la notion de « tourisme rural/produit culturel » dans l'action publique et le dilemme « tourisme/valorisation du patrimoine culturel »

II- L'artisanat : un secteur en difficile restructuration

- L'investissement récent de la Délégation de l'artisanat : une impulsion encore réduite
- Le cercle vicieux de l'inadéquation entre l'offre et la demande
- L'inefficacité du micro-crédit
- L'artisanat féminin : une activité sociale. L'exemple de la poterie féminine

III- Les arts vivants et les industries culturelles : Entre (re)-naissance et crise

- Une offre réduite et enclavée, entre croissance et recul
- Théâtre, musique, cinéma et livre : des associations au secours des industries culturelles
- Légère, mais importante et nécessaire, mise à niveau des infrastructures culturelles institutionnelles

INTRODUCTION

« Conduire, sur la base du travail de diagnostic et d'analyse au niveau national, des enquêtes et des recherches de terrain pour spécifier ces données dans une des zones d'intervention du programme, la région administrative « Taza - Hoceima - Taounate », qui fait l'objet d'une priorité nationale. Pour ce faire, des consultations auprès des acteurs locaux, institutionnel et relevant du secteur privé, impliqués dans la gestion, la valorisation et la promotion du patrimoine culturel. »

A partir de ces termes de références, différentes grandes questions apparaissaient : quel est le patrimoine culturel matériel/immatériel, tangible/intangible de la région ? Quels sont les acteurs impliqués dans sa valorisation, sa sauvegarde et sa réhabilitation ? A quel stade de vie se trouvent les industries créatives ? Le patrimoine culturel peut-il être un secteur générateur de revenu ?

Pour ce faire, plus de trente entretiens qualitatifs ont été réalisés (acteurs institutionnels, associatifs, professionnels), ainsi qu'une enquête quantitative concernant les femmes artisanes. A cela se sont bien évidemment ajoutées des lectures documentaires et bibliographiques. Une des principales difficultés de cette région, est qu'en dehors de son unité administrative, elle ne possède pas réellement d'unité socio-économique, et étant donné l'ampleur géographique de la région, il n'était pas possible de couvrir l'ensemble de la région. Nous nous sommes focalisés sur la province d'Al Hoceima, mais nous avons néanmoins rencontré des personnes ressources de la province de Taza et de Taounate. Par ailleurs, ce choix d'Al Hoceima était guidé par la vitalité de son secteur associatif, par le dynamisme de sa société civile, notamment par rapport au PC&IC. Comme nous le verrons très souvent, l'événement naturel et tragique du séisme de février 2004 a été le déclencheur d'une dynamique remarquable entre la société civile et les institutionnels. *« Depuis le séisme, nous travaillons en coopération étroite avec le*

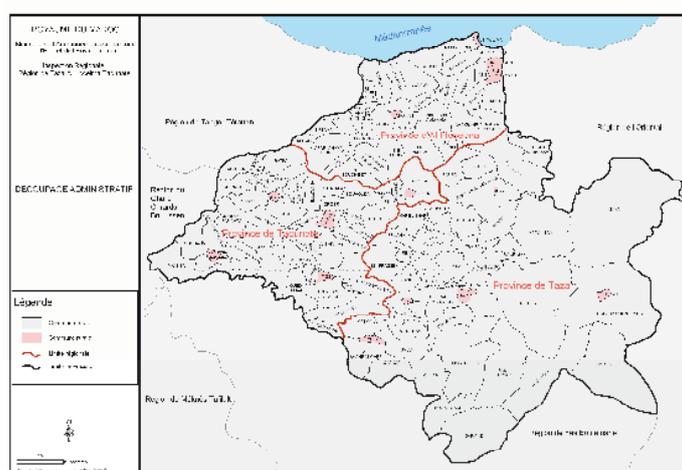
tissu associatif, et on essaie au maximum de les aider, de ne pas compliquer les choses. »¹⁵

Ce diagnostic est divisé en trois parties : 1) le patrimoine culturel tangible, 2) l'artisanat, et 3) les arts vivants et les industries culturelles. Dans chacune de ces parties, nous ferons un état des lieux du PC et une analyse de l'action associative et institutionnelle. Mais avant, il est nécessaire de faire un rapide retour sur le contexte général qui entoure l'exploitation du patrimoine culturel dans cette région.

Le contexte : les années 2000, une région enfin réhabilitée et sortie de l'oubli

Une région enclavée, économiquement affectée, victime d'un immense déficit d'image

La région « THT » s'étend sur une superficie de 24 155 km², soit 3,4 % du territoire national. Limitée au nord par la Méditerranée, à l'ouest par la région Gharb - Chrarda - Beni Hssen et la région de Tanger - Tétouan, à l'est par la région de l'Oriental et au sud par la région de Fès - Boulmane, elle regroupe les provinces d'Al Hoceima, Taounate et Taza, qui sont à leurs tours subdivisées en 118 communes rurales et 14 communes urbaines. Géographiquement, cette région est marquée par la Mer méditerranée, le Rif, le pré-Rif, et l'est du Moyen-Atlas.



¹⁵ Entretien avec Hassan Rochdi, Bacha de la ville de Hoceima

Avant de donner les chiffres concernant le taux de chômage, les conditions socio-économiques, la population urbaine et rurale, la donnée fondamentale à avoir en tête dans l'étude de l'économie du patrimoine culturel de cette région est celle concernant le réseau routier. Le réseau ferroviaire s'arrête à Taza, à cause du relief, aucune voie ferroviaire n'existe jusqu'à Al Hoceima. Les routes sont mauvaises et dangereuses. Difficile d'accès, cette région est à l'écart des centres économiques. Le problème de l'enclavement ne permet pas la fluidité des échanges et de la circulation des biens et des personnes. Cette difficulté colle à toute tentative de développement, et donc à la mise en valeur du patrimoine culturel. Par exemple, Al Hoceima est à plus de 10 heures de route de Rabat et de 11 de Casablanca. Il faut cependant noter que de grands aménagements ont été réalisés ces toutes dernières années, dont l'exemple le plus marquant est la rocade méditerranéenne.

Le taux d'analphabétisme atteint dans la région 67 %, et demeure supérieur à la moyenne nationale qui est de 55 %. En milieu rural, il peut dépasser les 70 %. Le taux de chômage varie entre 5 % et 17 %, mais est beaucoup plus important dans les communes rurales. Ces indicateurs économiques expliquent pourquoi la région fournit une grande partie de l'immigration. Economiquement affectée et enclavée, la région n'a attiré en 2006 que 0,4 % des nuitées au niveau national¹⁶.

Par ailleurs, pour compléter ces indicateurs économiques, et pour répondre à « l'approche genre » préconisée dans les termes de références, il faut mettre en évidence la situation spécifique des femmes rifaines qui, par le poids des responsabilités, le manque de liberté, le sous-développement de la région, subissent une rigide division du travail qui les cantonne dans des tâches précises.¹⁷ Cette approche genre ne sera pas abordée spécifiquement dans chaque partie, mais au terme de ce diagnostic régional, nous verrons comment les évolutions concernant l'économie du patrimoine culturel influent sur la condition de la femme et comment cette donnée est prise en compte de différentes manières par les acteurs du PC&IC.

¹⁶ Annuaire des statistiques, 2006

¹⁷ *Etude sur la situation de la femme au Rif et sa participation au développement. Cas D'Al Hoceima*, 2003, Association Forum des Femmes

Le poids de l'histoire et de l'identité amazigh

Ces indicateurs démographiques et socio-économiques donnés, il est impossible de continuer ce diagnostic et de parler de « patrimoine culturel » dans la région « Taza-Hoceima-Taounate » sans évoquer le poids de l'histoire et de l'identité amazigh, ainsi que son parallèle, le besoin de mémoire et de reconnaissance. Ces éléments sont intimement liés au patrimoine culturel de la région et sont aujourd'hui au centre des activités des acteurs du PC & IC dont nous analyserons les actions. Car la consolidation d'une économie du patrimoine culturel ne peut se faire sans cette reconnaissance.

Le dynamisme que connaît le secteur associatif et culturel est lié à cette volonté de mémoire ressentie par la population, et dans lequel elle est rejointe par l'Etat. La population et les associations ont pris conscience de la nécessité de valoriser ce patrimoine. Les grands épisodes historiques qui ont marqué cette région ont besoin d'être explorés par la société civile qui s'active dans ce sens, et l'histoire récente des grandes batailles de la résistance, incarnée par Abdelkrim El Khattabi, est le point de départ de nombreuses actions culturelles. Pendant les années de plomb, l'essentiel de l'héritage du Rif a été nié, voire effacé de l'histoire officielle.

Première partie :

Un patrimoine culturel tangible à peine exploité et menacé de disparition

Quel est le patrimoine culturel matériel de la région THT ? Existe-t-il un inventaire réalisé ? Dans quel état se trouve-t-il ? Quels sont les acteurs impliqués dans sa préservation et sa sauvegarde ? Quel budget les institutionnels y consacrent-ils, et comment est-il investi ? Quels sont les acteurs de la société civile qui s'impliquent ? Quelles sont les actions entreprises (ou non) pour le sauvegarder ? Quels sont les risques de détérioration ? Existe-t-il une prise de conscience de la valeur de ce PC ?

Il y a-t-il eu un tournant dans cette prise de conscience ? Est-il au cœur d'une dynamique ?

Comme au niveau national, l'idée de mise en valeur du PC est très récente. Le patrimoine culturel matériel de la région THT est riche, mais peu connu, et surtout dans un état de détérioration très grave. Les monuments et sites historiques renvoient à des époques différentes, celles des phéniciens, des carthaginois, des romains, des arabes, de l'Andalousie et, plus proche de nous, à la colonisation espagnole. Si certains sites sont classés au niveau de la province de Taza et celle de Taounate, au niveau de la province d'Al Hoceima, un grand paradoxe entoure ce patrimoine culturel : aucun monument de la province n'est classé ni répertorié au niveau de la direction du patrimoine du Ministère de la culture ! Aucun site n'est inscrit dans les projets de restauration et de réhabilitation.

Malgré la valeur de ce patrimoine, « *rien n'a été fait jusqu'à présent, rien (ou très peu de choses) pour le préserver, ni pour le mettre en valeur, ni pour instaurer une quelconque économie du patrimoine culturel* »¹⁸. La question du patrimoine culturel matériel de cette région est inéluctablement liée à l'histoire politique du Maroc contemporain et à la reconnaissance de l'histoire et de l'identité amazigh.

Depuis les années 2000, des associations, des intellectuels et des universitaires essaient de s'organiser pour faire revivre le PC matériel et immatériel. L'action de l'association « Dakira Al Rif », (mémoire du Rif) est en ce sens remarquable, car par les cycles de conférences qu'elle organise, les actes des colloques qu'elle publie, les ballades à thèmes historiques, elle a été à la base de la prise de conscience du PCT par les autres acteurs associatifs et a été rejointe depuis par d'autres.

Ainsi, sur ce terrain, le séisme a également eu des effets positifs, car il a amené des personnalités de la société civile à distinguer la particularité du patrimoine architectural rifain dans des zones éloignées, à découvrir des monuments et à tenter de le préserver. Ce mouvement est plus moins accompagné par des acteurs institutionnels (ministères de la culture et du tourisme) sur les notions de la préservation du patrimoine culturel et naturel et de tourisme culturel. Ces

¹⁸ Entretien avec Mohamed Cheikh, architecte

associations tentent d'alerter sur les trésors archéologiques qui risquent une disparition définitive à cause de certains grands projets touristiques.

Par ailleurs, la Délégation du ministère d'Al Hoceima doit faire face à de nombreuses priorités dans une région où le développement du PC&IC est encore à un stade récent.

Après un inventaire, difficile, du patrimoine culturel matériel, nous verrons comment la société civile est l'acteur prédominant dans sa valorisation, en introduisant notamment la notion d'« activités génératrices de revenus » par le biais du tourisme rural. A travers ces deux axes nous rendrons compte de l'intervention du Ministère de la culture et de celui du tourisme et de leur prise de conscience de la valeur de ce patrimoine culturel.

L'inventaire d'un patrimoine culturel en voie de disparition : une offre méconnue

Etant donnée l'absence d'inventaire des sites et monuments historiques de la province d'Al Hoceima (mis-à-part des études individuelles, dans le cadre associatif notamment), il nous a donc été impossible de réaliser une liste exhaustive du patrimoine de la région. Néanmoins, à partir des entretiens réalisés, de la faible documentation existante¹⁹ et de sources internet, nous avons pu regrouper ce patrimoine en différentes catégories : médina, kasbah et ksour, mosquées et marabouts, vestiges urbains enfouis, sites archéologiques, monuments de l'époque coloniale, monuments et sites de la résistance, musées.

Nous tenterons d'illustrer chacune de ces catégories par des exemples révélateurs de leur état, de leur investigation, de l'investissement ou non par le secteur public, des recherches et fouilles réalisées, en précisant quels sont les acteurs impliqués dans sa sauvegarde. Nous verrons la concrétisation de la prise de conscience de la valeur de ce patrimoine, sur le terrain, est encore trop faible.

¹⁹ « Guide du Parc National d'Al Hoceima »

Médina, kasbah et ksour

L'ancienne médina de Taza a été classée par le Ministère de la culture « patrimoine culturel national » au début de l'année 2009 sur la base d'une demande soumise le 27 mars 2008 par l'Association des amis de Taza en partenariat avec la Direction régionale de la culture de Taza - Hoceima - Taounate.

Les autres monuments, sites et zones classés dans la province de Taza sont : l'enceinte fortifiée de la ville de Taza (dahir du 21 Juillet 1916 portant classement B.O., n° 197 du 31 Juillet 1916, p. 783), la zone de protection autour de l'enceinte de Taza (dahir du 3 Février 1922 portant classement B.O., n° 486 du 14 Février 1922, p. 268), et à Taounate, la kasbah almoravide du Jebel Amargu (Fès), et autour de ces ruines, une zone de protection (dahir du 10 décembre portant classement, B.O., n° 951 du 16 janvier 1931, p. 54), monuments et sites classés dans la province de Taounate.

Mosquées et marabouts

- La grande mosquée de Taza dite Jamâa El Kebir

Elle est classée sur la liste des monuments, sites et zones classés et renferme un important lustre importé d'Andalousie à la suite de la bataille d'Alarcos. (dahir du 21 Juillet 1916 portant classement B.O., n° 197 du 31 Juillet 1916, p. 783).

- La mosquée d'Adouz

Située au cœur du Parc national et construite par les Mérinides au 14^e siècle, elle n'a, pour l'instant, jamais fait l'objet d'aucune investigation de la part du secteur public. « *Chef d'œuvre historique unique dans le Rif, il est fort probable que cette mosquée ait joué, en plus du rôle religieux et d'enseignement, le rôle de camp pour le rassemblement des Moudjahidines pour leurs expéditions en Andalousie* ». ²⁰

- La mosquée Mestasa

Analogue à la mosquée d'Adouz, la mosquée de Mestasa, dont le plafond est identique à celui de la synagogue de Tolède, a bénéficié d'un projet de rénovation de la Fondation hollandaise Prince Claus en septembre 2004, après le tremblement de terre. Elle ne fait pas partie de la liste des sites à classer. Mestasa est un des sites historiques d'importance du Rif et un port très actif au Moyen-âge.

²⁰ *Ibid.*

- Les marabouts

Une centaine de marabouts, non répertoriés, existent dans cette région mais sont en mauvais état. Dans le cadre de son projet « Développement du tourisme dans le Parc national d'Al Hoceima », une opération d'inventaire de ces sites historiques va être entreprise par l'Association Rif pour le développement du tourisme rural.

Sites archéologiques et vestiges urbains enfouis : l'urgence

Par le travail d'universitaires et d'intellectuels, huit villes enfouies ont été localisées dans la région. Assez d'éléments et de documents historiques attestent de vestiges archéologiques, mais ce ne sont là que des lectures superficielles qui nécessitent obligatoirement des fouilles archéologiques poussées. Les textes et les études réalisées révèlent l'importance urbaine, politique, militaire et économique que revêtait la région par son emplacement pendant l'époque médiévale.

Dans ce sens, le site de Badès est remarquable. Bâtie en 709, c'est la 2^e ville islamique à avoir été construite au Maroc après celle de Nekor qui fut fondée en 699. Au Moyen-âge, elle était le port le plus proche de Fès qui menait en Andalousie. C'était une cille essentielle dans le commerce, un lieu de rencontre et de passage de voyageurs et de pèlerins. *« Depuis 1564 où les espagnols ont réussi à dominer l'île, la ville a été abandonnée par ses habitants et n'a pu être reconstruite, ses murailles et ses bâtiments ont été exposés à la démolition et à la disparition »*²¹. Aujourd'hui, bien que des traces subsistent de ce site, il est complètement laissé à l'abandon. Par la forte pression de la société civile locale une demande de classement a été transmise au Ministère de la culture.

Le site archéologique le plus menacé de disparition est celui de L'Mazama, ville qui date du 8^e siècle. Des vestiges archéologiques ont été découverts, mais n'ont pas fait l'objet de fouilles archéologiques poussées. Or ce site, qui fait partie d'un des grands projets touristiques de la région, risque d'être complètement rasé et détruit. Une convention a été signée par des membres de la société civile avec les promoteurs et le Wali, mais les travaux ont commencé sans que ces fouilles aient lieu. Sur les photos ci-jointes (prise en Juin 2009) nous apercevons d'abord les traces de la muraille qui entouraient l'ancienne ville de L'Mazama, et ensuite les

²¹ Ibid

camions et les pelleteuses qui commencent les travaux du projet touristique « Souani ».



Le site archéologique de la ville de L'Mazama détruit
par les travaux du complexe touristique « Souani »

Les monuments de l'époque coloniale : des monuments oubliés

D'Al Hoceima à Targuist, toutes les villes de la région possèdent des édifices et des bâtisses construites pendant la colonisation, dont l'architecte le plus connu de l'époque est Emilio Blanco Izaga. Alors que 40 % de ces bâtiments environ a disparu à ce jour, aucune opération de sauvegarde n'a été menée. Il est urgent que ces bâtiments soient répertoriés et restaurés avant leur destruction. La reconnaissance de la valeur de ce patrimoine « partagé » est encore lente et risque de se produire trop tard.

Les monuments et sites de la résistance : une demande de classement déposée au Ministère de la culture

Dans la région THT, plusieurs monuments ou lieux de mémoire, témoignent des grandes batailles de la résistance, de la lutte contre les colonisateurs français et espagnols, et retracent aussi le parcours d'Abdelkrim al Khattabi. Un projet (qui n'a pas abouti) de réhabilitation de l'ancien état-major d'Abdelkrim avait été réalisé par l'Association Idrissi, pour que cet espace soit rénové et transformé en musée et complexe culturel. Une demande de classement a été déposée par la Délégation du Ministère de la culture.



L'ancien état-major d'Abdelkrim El Khattabi à Ajdir

Les musées : une offre réduite pour une demande pressante

Il n'existe pas de musées dans la région THT, à part celui de la « Résistance et de l'Armée de Libération » de Taza, qui accueille régulièrement des classes scolaires, et où sont organisés des projections de documentaires, des cours d'histoire, des conférences et des spectacles pour encourager et fidéliser les visites. Il est gratuit et dépend du « Haut Commissariat aux anciens résistants et anciens membres de l'Armée de libération ». Il est situé dans l'ancienne médina de Taza, dans un site historique, et même s'il connaît une affluence quotidienne de 30 personnes, il est victime du peu de valorisation portée à la médina, et à se dégrader.

Un musée seulement dans la région THT est un chiffre très faible comparé aux éléments d'intérêt historique de la région et à la demande pressante de la société civile qui s'incarne par exemple par l'initiative prise par une personne qui a entrepris depuis quelques années d'investir une des salles du complexe culturel d'Al Hoceima pour en faire un musée. *« C'est important d'avoir un lieu où on peut retracer l'Histoire de la ville, les traditions et les cultures de la région. Je me suis donc dit qu'il fallait doter Al Hoceima de son musée, sans attendre que ce soit fait par quelqu'un d'autre. »*



Musée Hocein Aklaai à Al Hoceima

Face à la pression de la société civile et des associations culturelles, un projet de musée régional du Rif est actuellement en cours. Divisé en trois parties, « cadre naturel », « histoire et archéologie », « ethnographie » il sera construit à l'ancienne Bachawiya. D'un budget plus de 7 millions de MAD, ce projet du Ministère de la culture sera totalement financé par l'Agence andalouse de coopération internationale de la Junta de Andalucia.



L'ancienne Bachawiya, lieu du futur « Musée du Rif »

Le rôle des associations dans la préservation et la valorisation du patrimoine culturel : l'émergence des « activités génératrices de revenus » dans le patrimoine culturel

En termes de valorisation et de préservation du patrimoine culturel, le secteur associatif assure un rôle déterminant dans la prise de conscience du potentiel économique du patrimoine culturel, de l'urgence de sa valorisation et de la nécessité de sa préservation. Différents types d'associations existent, celles spécialisées dans la mémoire et l'histoire, celles qui axent leurs actions dans le développement rural, et plus spécifiquement dans le tourisme culturel et rural. Elles organisent des circuits et des ballades intégrant les sites historiques et tentent d'y insuffler une nouvelle dynamique.

Leurs points communs se trouvent dans leur récente création (depuis le séisme), l'attrait croissant qu'elles exercent sur les populations, la conviction qu'elles partagent que des AGR peuvent être réalisées autour du patrimoine culturel, et que l'amélioration des conditions de vie des populations peut et doit passer par le patrimoine culturel. Il faut noter également que malgré les difficultés rencontrées, leurs actions durent et se développent, que par leurs synergies, elles exercent un effet de levier sur le secteur, et qu'elles tirent principalement leurs soutiens de partenaires étrangers (notamment de la coopération espagnole).

Bien que l'émergence de cette nouvelle activité touristique dans la région soit encore réduite, nous avons fait le choix de détailler et d'analyser les actions entreprises, car les associations intègrent dans leurs projets les notions d'AGR, de développement et de patrimoine culturel et naturel. Cette activité naissante, mais qui se développe, tend à valoriser et préserver le patrimoine culturel, tout en le faisant vivre, en y introduisant une dynamique. Ce fort potentiel est toutefois fragilisé par les difficultés de communication et la non-régularité d'une clientèle, très fortement internationale, ni locale, ni nationale. La demande reste pour l'instant limitée au bouche à oreille, aux initiatives privées de personnes étrangères habitant dans la région qui organisent elles-mêmes des ballades. Il s'agit d'une activité complémentaire, exercée par des bénévoles, mais qui se professionnalise très rapidement.

Dans ce secteur, l'association Rif pour le développement du tourisme rural (ARDTR) est très active. Elle a été créée, en 2005, après une formation au tourisme rural organisée par l'association MPDL (Movimiento por la Paz) à laquelle avait participé une quinzaine de jeunes : *« Il était nécessaire de créer un cadre pour*

assurer la viabilité du tourisme rural, la formation et le suivi des guides, l'appui aux gîtes »²². Ses objectifs sont le développement du tourisme rural dans la zone du Rif central, l'amélioration de la situation socio-économique des habitants du Parc par le tourisme, la participation au développement du milieu rural, la sensibilisation de la population dans le domaine de la préservation du patrimoine culturel et de l'environnement.

Depuis sa création, elle a participé à l'organisation de sorties de sensibilisation au profit d'élèves, et de voyages de formation au tourisme rural, la formation pour les accompagnateurs, formation professionnelle, ainsi qu'à l'élaboration de supports de promotions (CD, web, dépliants, affiches, carte de la zone), à la coordination avec les gîteurs et à l'amélioration des gîtes... Responsable des quatre gîtes ruraux (dont elle a été le porteur de projet d'un d'entre eux), elle est un outil central pour leur développement, leur organisation, leur communication. Lorsqu'on analyse ses projets et ses actions, on note qu'elle est présente aux différents stades de la boucle (création, production, commercialisation, communication, promotion, préservation, valorisation), ce qui lui donne une réelle efficacité.

Association sans but lucratif, elle n'a pas d'autonomie financière (et donc ne compte que des bénévoles, à part des employés en fonction des projets). Ses sources de financement dépendent de l'acceptation de ses projets par les bailleurs de fonds. Néanmoins confiante dans l'avenir par rapport à ce concept, elle pense aux moyens de pérenniser davantage son action, en passant au stade supérieur par la création d'une plateforme qui réunirait les différents intervenants du secteur d'une manière plus professionnelle, pour commercialiser les produits.

²² Monaim, Président de l'association Rif Tourisme

Tableau comparatif des gîtes du Parc national d'Al Hoceima

	Date de création	Nombre de nuitées en 2008	nationalités des clients	Financement Dans le projet
Gîte Adouz	Juillet 2005	198	Etrangère à 95 %	porteur de projet : MPDL + apport personnel du gîteur
Gîte Taouassart	Aout 2005	Non - communiqué	Etrangère à 95 %	porteur de projet : MPDL
Gîte Taounil	Avril 2008	120	Etrangère à 95 %	porteur de projet : ARDT (financé par Madrid)
Gîte Jnanant	Avril 2009	Non-communicué Ouverture récente	Etrangère à 95 %	porteur de projet : MPDL financement à 80 % par le MPDL et 20 % d'apport personnel

Tableau récapitulatif des activités de l'association Rif tourisme

projet	activités du projet	partenaires	financement	
106	1- Aménagement d'une maison rurale au douar Taounil en gîte 2- Organisation des journées d'information et de sensibilisation dans le domaine de l'écotourisme en faveur des élus des communes du Rouadi et Izemouren (Parc national d'Al Hoceima)	MPDL	Commune autonome de Madrid.	
-	3- Organisation d'un voyage de formation à Ait Bouguemez (Azilal)..	Réseau RODPAL		
108	4- Elaboration d'un inventaire des sites historiques du Parc PNA			
-	5- Maintenance d'une page web du Parc national d'Al Hoceima..			
108	6- Animation des sorties au Parc national d'Al Hoceima			
-	7- Achat d'une vidéo-projecteur pour les sessions de formations et de sensibilisations			
108	« Amélioration des gîtes de Taouassart et d'Adouz dans le Parc national d'Al Hoceima »	les Eaux et Forêts..		SPANNA (Société protectrice des animaux et de la nature en partenariat avec
109				
108	« Promotion des activités socio-économiques et écotouristiques dans le Parc national d'Al Hoceima »	Identification des ressources et des potentialités du Parc. Organisation d'un Séminaire prospectif sur le futur de l'écotourisme dans le Parc..	L'Association catalane de temps libre et de culture « ACTLC »	L'ACCD (Agence catalane de coopération au développement)
111	Développement de l'offre touristique dans le Parc et promotion du produit			
-	Organisation de tous les intervenants dans l'offre dans un réseau (gîtes, guides, agents des coopératives, personnes...).			

Pour conclure sur « le tourisme rural comme AGR » dans la région, et pour avoir une vision globale du développement de ce secteur, on ajoutera deux points. Le rôle du MPDL et celui du Réseau RODPAL.

Présente depuis 1999, le MPDL est l'ONG centrale dans le secteur associatif dans la région d'Al Hoceima. Elle est à l'initiative de la plupart des projets de développement, et même parfois à la base de la création d'une association. On remarquera que les personnes impliquées dans le tourisme rural (associatifs, gîteurs...) sont par ailleurs employés du MPDL, qui leur garantit un salaire régulier et leur permet de continuer leurs actions. Elle apporte appui et soutien et est le principal partenaire des associations locales, leur permettant l'accès aux bailleurs de fond espagnols.

Le RODPAL, créé en 2000, est « *le Réseau des ONG de développement œuvrant dans le Parc national d'Al Hoceima* » et rassemble 14 associations ayant pour but l'amélioration des conditions de vie de la population vivant dans le territoire du Parc et la préservation de l'environnement dans le cadre du développement durable. Son objectif est de défendre les intérêts des habitants résidant dans le Parc national d'Al Hoceima et d'améliorer leurs conditions de vie à travers des projets du développement en tenant compte de l'équilibre écologique. Six salariés travaillent au sein de RODPAL ainsi que 19 prestataires de services le cas échéant (formateurs, médecins, infirmiers, techniciens, etc...). Dans le tableau ci-joint nous avons retranscrit ses actions depuis la date de sa création en 2000. Il apparaît clairement qu'à partir de 2006 les projets prennent une autre forme, que le Réseau obtient des financements plus importants (il avait obtenu 155 886 € en 2006, alors qu'en 2008 il reçoit 383 593 €) et que la dynamique est de plus en plus celle d'Activités génératrices de revenus.

D'année en année, le secteur du tourisme rural se développe et se professionnalise, à la fois pour les guides, les gîteurs, et les professionnels. Pour les jeunes diplômés de la région (en tourisme, biologie en végétale, littérature espagnole, économie, droit public, géographie...), ce domaine devient un nouveau débouché (les membres de l'ARDTR ont tous une formation universitaire) et apporte des possibilités d'emplois dans leur ville, sans avoir à quitter leur région, sans à avoir à émigrer. Certes ces perspectives d'embauche sont encore faibles mais elles sont un indice du changement qui s'opère dans la région.

Parc National d'Al Hoceima

Ecotourisme au sein du Parc National d'Al Hoceima



Le parc national d'Al Hoceima est une réserve naturelle d'importance internationale. Le Parc National d'Al Hoceima est une réserve naturelle d'importance internationale.

Le parc national d'Al Hoceima est une réserve naturelle d'importance internationale. Le Parc National d'Al Hoceima est une réserve naturelle d'importance internationale.






Culture et Tradition





Le patrimoine culturel est une richesse importante. Le patrimoine culturel est une richesse importante.

- Le patrimoine culturel est une richesse importante.
- Le patrimoine culturel est une richesse importante.
- Le patrimoine culturel est une richesse importante.







Infrastructures Touristiques







- Le patrimoine culturel est une richesse importante.
- Le patrimoine culturel est une richesse importante.
- Le patrimoine culturel est une richesse importante.





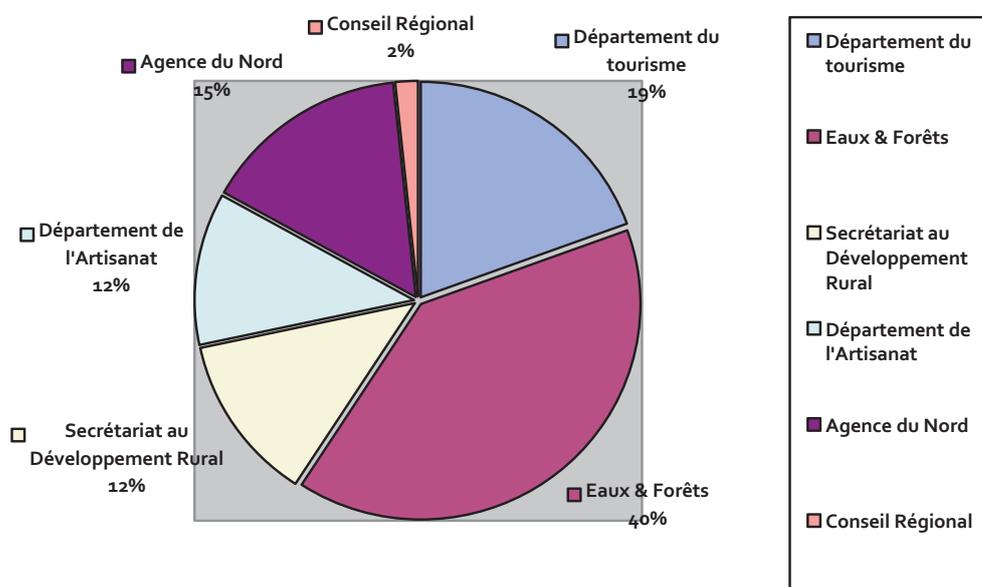
	Activités / Projets	Objectifs	Budget	Financement	Partenaires
2000/ 2005	<ul style="list-style-type: none"> - sensibilisation de la population - participation à un colloque international sur le tourisme rural - organisation de cinq journées de formation au profit des cadres associatifs - encadrement et renforcement des associations membres de RODPAL dans l'élaboration des projets 				
2006/2008	« renforcement du réseau des ONGs du PNA à travers une action de développement et de la consolidation de sa structure »	<ul style="list-style-type: none"> - réduction de la pauvreté - développement humain - renforcement des organisations civiles - amélioration des conditions de vie du PNAH 	155 886 €	<ul style="list-style-type: none"> - Commune autonome de Madrid à plus de 75 % - Subvention locale de 25 % 	<ul style="list-style-type: none"> - RODPAL - MPDL
2008/2009	<p>« contribution à la préservation de la biodiversité biologique et le développement local dans le PNA »</p> <p>activités à réaliser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - construction et équipement d'un centre d'information & d'éducation relative à l'environnement à la forêt de Badès - voyage de formation à la réserve écologique de Sidi Bouhaba et au parc de Tazikka... 		490 800 dh	<ul style="list-style-type: none"> - Banque mondiale - Fond Mondial pour l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> - RODPAL - Direction des Eaux et Forêts d'Al Hoceima - SPANA
2008/2010	<p>« consolidation du réseau des associations du PNA à travers une action de développement et de renforcement de sa structure en améliorant les conditions de vie des habitants et en préservant l'environnement. »</p> <p>activités à réaliser :</p> <ul style="list-style-type: none"> / construction et équipement d'un centre d'orientation et de documentation à Al Hoceima identification d'un nouveau projet et présentation de ce projet à un bailleur de fond national ou international organisation des réunions avec d'autres acteurs locaux de PNAH.... 	consolidation du réseau RODPAL et amélioration des conditions de vie des habitants d'Al Hoceima	383 593 €	<ul style="list-style-type: none"> - Juntas de comunidades de Castilla la Mancha - Ciudad Real 	<ul style="list-style-type: none"> - RODPAL - MPDL
2009/2011	« renforcement institutionnel et associatif aux principaux acteurs de développement du PNA à travers des formations et des outils adéquats pour gérer les ressources naturelles et humaines du Parc »				<ul style="list-style-type: none"> - MPDL

La récente introduction de la notion de « tourisme rural/produit culturel » dans l'action publique et le dilemme « tourisme/valorisation du patrimoine culturel »

La signature, en mars 2007, de la convention de partenariat relative à la création du Pays d'accueil touristique d'Al Hoceima (PATA) introduit le concept de « tourisme rural », de produit rural valorisant le potentiel naturel et socio-culturel de l'arrière-pays. Cette convention s'inscrit dans le cadre de la *Vision 2010*. Signée par le Ministère du tourisme, de l'artisanat et de l'économie sociale, le Secrétariat d'Etat chargé du développement rural, le Haut commissariat aux eaux et forêts, l'Agence du Nord, le Conseil régional de Taza - Al Hoceima - Taounate, le Conseil provincial d'Al Hoceima et la wilaya de la région Taza - Hoceima - Taounate, le financement de son plan d'action est de 7 400 000 MAD, dont les contributions de chacune des parties sont divisées comme suit :

Tableau : financement du plan d'action du PATA

parties	contribution en MAD
Département du tourisme	1 260 000
Haut Commissariat des eaux et forêts	2 590 000
Secrétariat d'Etat chargé du développement rural	800 000
Département de l'artisanat	750 000
Agence du Nord	1 000 000
Conseil régional	1 000 000
TOTAL	7 400 000



Mais dans la vision globale « Al Hoceima 2015 » qui repose sur la volonté d'imposer Al Hoceima comme «une destination balnéaire haut de gamme, aux plages ensoleillées, et riche de magnifiques sites naturels aux alentours, proposant une offre diversifiée d'événements et d'activités de loisirs», la priorité n'est plus dans la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine culturel. Les objectifs visés dans le schéma de développement touristique (300.000 arrivées de touristes et de 1,8 millions de nuitées dans les hôtels classés) incluent la réalisation de complexes touristiques comprenant hôtels, résidences, villas, appartements, duplex, bungalows, piscines et qui atteignent des budgets de 60 millions de MAD (complexe touristique Riviera Beach Marina), 200 millions de MAD (complexe touristique Village Rif)²³, 268 millions de MAD (remise à niveau du complexe touristique Mohamed V).

²³ Source : PDRT - Délégation du tourisme

Conclusion :

Si un certain consensus commence à s'établir verbalement entre les autorités et la société civile concernant la nécessité de valoriser le patrimoine culturel tangible, sa mise en pratique est encore trop limitée et fragilisée par des projets touristiques de grande envergure, mais parfois dangereux pour le PCT.

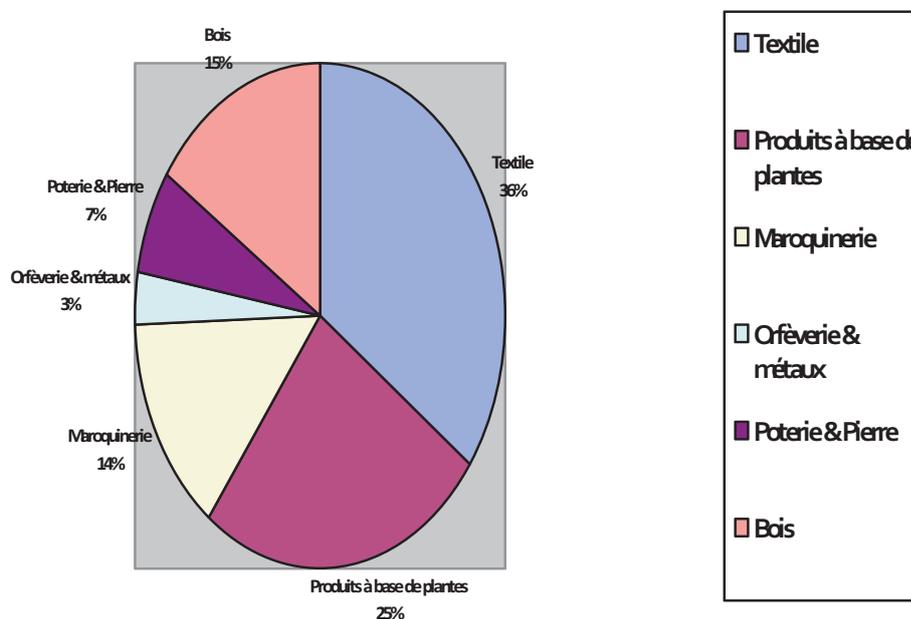
Pour l'instant, nous n'assistons pas à un projet politique clair de revalorisation du PCT, avec des moyens donnés aux différents services concernés. Les associations font certes un travail intégrant le patrimoine culturel, mais à cette petite échelle, il est insuffisant. Le patrimoine culturel dans son ensemble reste inexploité et menacé de disparition.

2^{ème} partie :

l'artisanat : un secteur en difficile restructuration

Quelles sont les filières porteuses du secteur de l'artisanat dans la région Taza - Hoceima - Taounate ? Quelles sont celles qui pourraient être un levier de développement économique ? Celles qui s'adaptent le mieux (ou qui pourraient le mieux s'adapter) aux techniques modernes de production et de vente ? Quelle est la part de l'artisanat féminin ? Quelles sont ses caractéristiques ? Il y a-t-il un changement dans l'implication des autorités dans ce secteur ? Si oui de quand date-t-il et quels en sont les indicateurs ? Quels sont les acteurs principaux ? Quel est le lien établi avec le tourisme ?

Dans la région Taza - Al Hoceima - Taounate l'artisanat à fort contenu culturel se concentre autour de la poterie, de la vannerie, du bois, du cuir, des pierres taillées et des tapis. Cette région compte 19 358 artisans dont 4507 dans le textile, 3269 dans les produits à base de plantes, 1992 dans la menuiserie traditionnelle, 1805 dans la maroquinerie, 426 dans l'orfèvrerie et les métaux, 880 dans la poterie et la pierre. Au niveau régional, 37 coopératives existent (qui fédèrent 668 adhérents), et 58 associations (1429 membres). Dans ce secteur, la place qu'occupe la région d'Al Hoceima est importante. Que ce soit en termes de vitalité des coopératives et associations ou d'implication des acteurs. Les répliques de l'après-séisme ont ici aussi opéré.

Graphique n°1: la répartition des artisans en fonction des secteurs de l'artisanat

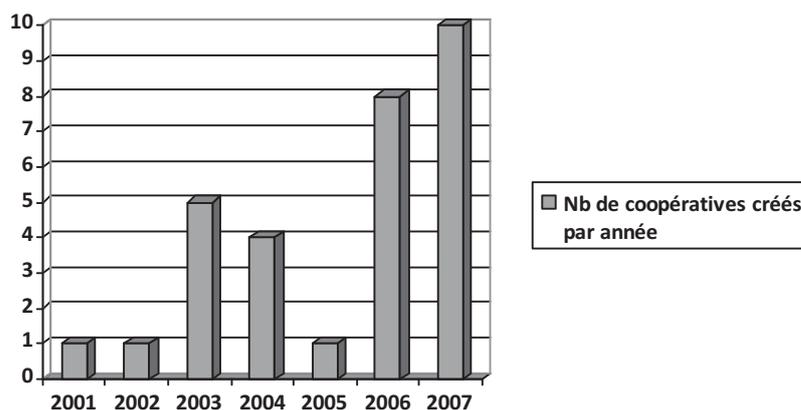
Source : Délégation de l'artisanat d'Al Hoceima

Dans la région d'Al Hoceima, les villages d'Adouz, de Thaghzout, de Rouadi, principaux lieux de production, sont réputés pour leur artisanat. 10 300 artisans et artisanes y sont répertoriés, et plus de 107 savoir-faire et métiers. 34 coopératives existent, dont 29 féminines, 3 masculines et 2 mixtes. Il faut noter que la majorité des coopératives et des associations se sont constituées depuis 2006, ce qui correspond à l'après-séisme (cf. graphique n° 3). C'est à partir de cette date que ces structures se sont réellement développées, que leur nombre s'est multiplié et qu'elles ont été intégrées dans une dynamique au côté des acteurs institutionnels de ce secteur : la Délégation du Ministère de l'artisanat, l'Agence du Nord, l'INDH et la coopération espagnole.

Par son rôle de catalyseur des initiatives, le séisme a eu des répercussions positives. Combiné à l'élaboration de la stratégie 2015 (qui vise la création de 117 000 emplois supplémentaires) et à la mise en place des grands projets institutionnels (visant l'accroissement de la production de ce secteur), il a permis que

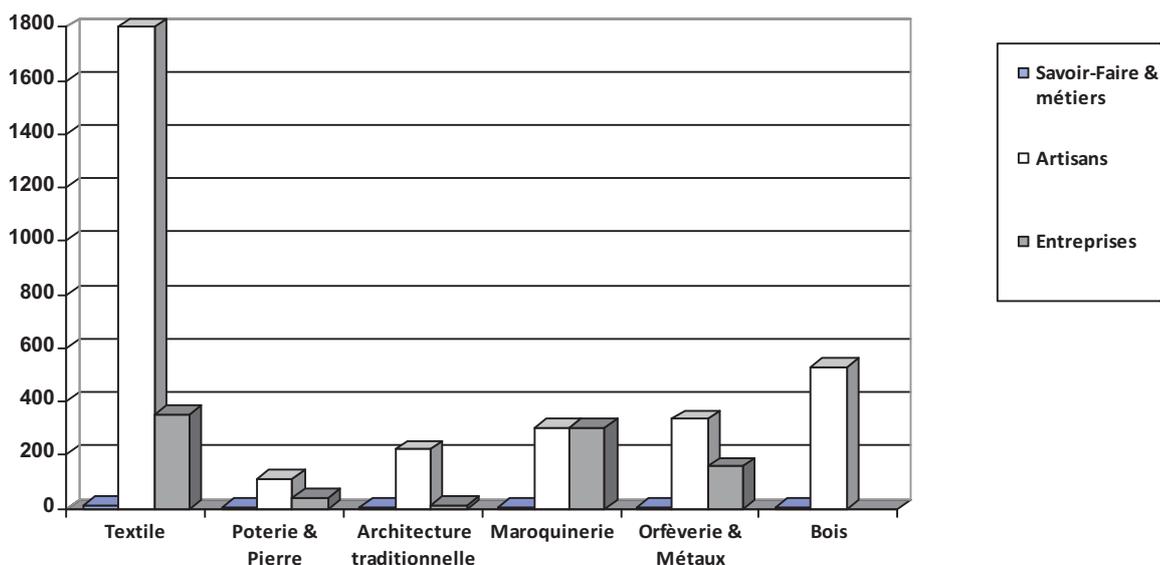
ce secteur commence à se structurer malgré les difficultés que nous étudierons plus tard.

Graphique n° 2 : nombre de coopératives créées par année, à Al Hoceima



Source : Délégation de l'Artisanat, 2008

Graphique n° 3 : la répartition par secteur, du nombre de métiers, d'artisans et d'entreprises à Al Hoceima



Source : Délégation de l'artisanat, 2008

L'investissement récent de la délégation de l'artisanat : une impulsion encore réduite

L'action de la Délégation du Ministère de l'artisanat s'inscrit dans la stratégie 2015 et dans le Programme de développement régional par l'artisanat de 2006. Créée en 1984, la Délégation de l'artisanat n'a réellement commencé à développer ses activités et ses projets de revalorisation qu'à la fin des années 90 et au début des années 2000. En partenariat avec le Ministère de l'économie sociale et de l'artisanat, l'Agence du Nord, la fondation Mohamed V, l'INDH et la coopération espagnole, des centres de formation ont été ouverts, et des villages artisanaux ont été construits (à Al Hoceima, Taghzout et à Rouadi), afin de développer l'artisanat et de la valoriser.

Tableau n° 1 : l'action du Ministère de l'artisanat 2003-2009

<i>nom du projet</i>	<i>localité</i>	<i>financement</i>	<i>montant du budget</i>	<i>état d'avancement du projet et remarques</i>	
création du complexe de l'artisanat	Hoceima	- Min. de l'artisanat - Agence du Nord - Fondation Med V	5 166 000	Lancement des travaux en mai 2003	Fin des travaux novembre 2007
création du village d'artisan de Taghzout	Taghzout	- Min. de l'artisanat - Agence du Nord - Fondation Med V	5 070 000	Reprise des travaux	Construction à 95 %
création du village de l'artisan de Rouadi	Rouadi	- INDH - Commune de Rouadi - Délégation de l'artisanat	5 000 000		
création du centre de formation professionnelle de poterie et de valorisation de l'artisanat	Hoceima	- Organisation CIDIAL - AECI (coopération espagnole)	3 109 668	Inaugurée en juin 2003	En partenariat avec l'AECI

Source : Délégation du Ministère de l'artisanat, Monographie 2008

Le cercle vicieux de l'inadéquation entre l'offre et la demande

Le principal problème du secteur de l'artisanat de la région Taza - Hoceima - Taounate est la commercialisation des produits. L'essentiel des ventes s'effectue pendant l'été, lors des salons ou foires organisés, à travers les séjours et visites des marocains résidant à l'étranger, et surtout par le bouche à oreille. La demande est très aléatoire et instable.

Des tentatives de commercialisation stable et régulière ont été entreprises par l'installation de différents points de vente à Al Hoceima, mais ces boutiques se sont avérées non rentables. Par exemple, au sein du complexe artisanal, ouvert en 2007 à Al Hoceima, des points de ventes ont été fournis à des artisans, mais sur une durée d'un an, il peut s'avérer qu'aucune vente ne soit réalisée. Ce qui confirme qu'il n'existe pas de demande locale. Il faut souligner aussi le manque de communication autour de ce complexe puisqu'aucune signalétique n'existe pour indiquer sa localisation. Les quelques ventes réalisées se font par le bouche à oreille, par le biais d'initiatives individuelles, ou par le réseau des étrangers vivant dans la région. La clientèle reste majoritairement étrangère ou RME. Localement, la demande est très insuffisante pour permettre une production régulière et stable.

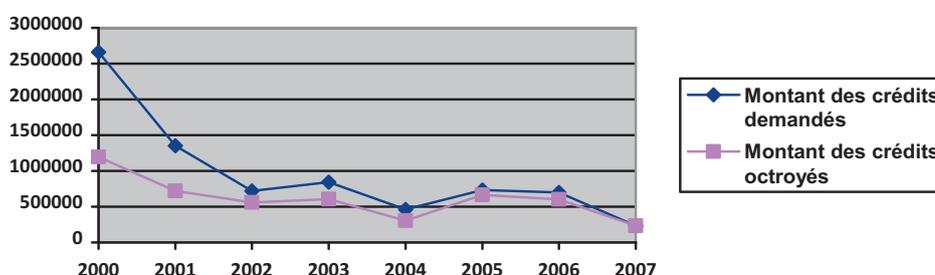
Inefficacité du micro-crédit

Cette offre sans demande constante ni importante n'incite pas à l'investissement. Les chiffres que nous avons recueillis concernant **les demandes de micro-crédits** fournissent des indicateurs précis sur le manque de perspectives et de garanties des projets des artisans. Les demandes de micro-crédits ont en effet considérablement baissé depuis 2005. En 2000, le montant des crédits demandés atteignait 2 662 200 de MAD, alors qu'en 2007, il n'était plus que de 235 000. En 2000, 45 entreprises ont bénéficié du micro-crédit, alors qu'en 2007, trois uniquement. L'échec du micro-crédit et son inefficacité s'explique tout simplement par les possibilités de commercialisation réduites et par le peu de bénéfices potentiels et réalisables. Les artisans ne sont pas encouragés à développer leurs activités en utilisant le micro-crédit. Lors de nos entretiens avec la Fondation Zakoura, dont l'antenne d'Al Hoceima a été créée en 1997, et avec Salaf Baraka, de la FONDEP, créée en 1998, il nous a été confié que les difficultés de remboursement et l'échec des projets concernent surtout l'artisanat. D'ailleurs, même au niveau national. l'artisanat est le

secteur qui rencontre le moins de succès : en 2008, pour la Fondation micro-crédit Banque populaire, seulement 7 % des montants débloqués étaient débloqués pour l'artisanat (cf. graphique n° 5) Contrairement à ce que l'on pourrait penser, le micro-crédit n'est donc pas une solution envisagée pour développer l'activité artisanale. Son inefficacité nous indique donc qu'il faut chercher ailleurs les moyens de dynamisation du secteur de l'artisanat.

Tableau n° 2 et graphique n° 4: l'évolution des demandes et des octrois des crédits

Années	Montants des Crédits demandés	Montants des crédits octroyés	Bénéficiaires (nombre d'entreprises)
2000	2 662 000	1 195 500	45
2001	1 352 000	720 000	22
2002	720 000	560 000	16
2003	845 000	605 000	17
2004	461 000	305 000	12
2005	735 000	665 000	12
2006	700 000	600 000	11
2007	235 000	235 000	3



Source : Délégation de l'artisanat, Monographie 2008

Graphique n° 5: répartition par activités des montants débloqués (en %) (au niveau national)



Source : rapport annuel de la Fondation Micro-Crédit - Groupe Banque Populaire

L'artisanat féminin : une activité sociale. L'exemple de la poterie féminine

Ce marché restreint et limité explique que l'artisanat à fort contenu culturel ne soit pas réellement une activité génératrice de revenus qui pourrait être utilisée comme l'unique source de revenus par les artisans. Cet artisanat reste une activité parallèle et complémentaire, et pour les femmes elle prend un caractère davantage social qu'économique.

L'artisanat féminin est une occupation, un *hobby*, un passe-temps qui permet aux femmes de sortir de chez elles, d'avoir d'autres tâches que les fonctions ménagères, de pouvoir gagner un peu d'argent et d'échapper à leur condition. Cette remarque nous a été très souvent rapportée par les acteurs du soutien à l'artisanat féminin (association de développement ; associations de femmes ; associations spécifiques à la préservation de la poterie ; INDH) ou par les artisanes elles-mêmes. Les responsables des associations de femmes, des associations de développement ou les institutionnels sont unanimes pour dire que la priorité est d'abord d'occuper les femmes, de les faire sortir de chez elles, de leur garantir une rentrée d'argent pour qu'elles soient plus indépendantes. « Depuis qu'on leur fait des commandes, la majorité des femmes ont amélioré leurs conditions de vie. Certaines d'entre elles ont refait leurs toits, installé des toilettes et même ouvert des gîtes. »²⁴

Ainsi, les coopératives et les associations dirigent leurs actions vers les femmes, sans réel espoir de rentabilité, avec comme seul objectif de les occuper, de les distraire mais aussi de préserver leurs techniques et de permettre d'assurer la transmission de leurs savoir-faire.



La coopérative d'Idadouchen (milieu rural)

²⁴ Agnès, association Terre des Femmes

Nous pouvons citer par exemple, l'association Bades (en partenariat avec la coopération espagnole) et son appui à la création de la coopérative d'Idadouchen (poterie) quelques mois après le séisme ; le Forum des femmes qui a été à l'initiative de la coopérative d'Imzouren (couture, broderie...). L'action de l'association « Terre des femmes pour la préservation et la promotion de la poterie rurale féminine » est intéressante dans le sens où, depuis 2001, elle a mis en place deux points de vente à Rabat (au complexe d'Oulja et aux Oudayas), et a ainsi permis d'élargir la clientèle et de durer. Elle organise de temps en temps, dans la capitale, des expositions de poterie du Nord et assure ainsi un travail de promotion continue.



Boutique de l'association « Terres des femmes » aux Oudayas, à Rabat

Nous ne disposons pas de statistiques sur les ventes que ces structures réalisent, mais elles sont minimes et couvrent à peine les frais de transport, de logistique, voir même les frais de production dans certains cas.

Au niveau de l'INDH, il apparaît aussi clairement que, pour l'instant, la démarche n'est pas l'investissement dans l'artisanat en tant qu'AGR, mais en tant qu'activité sociale. L'urgence est à l'amélioration de la condition de la femme et non à un déploiement de meilleurs moyens de commercialisation, de communication ou de marketing. Pour le moment, on construit des espaces sociaux et non des espaces de vente efficaces qui pourraient attirer davantage de clientèle, élargir et ouvrir le marché. Des stands pour participer à des foires sont aussi financés par l'INDH et confirment le poids de ces événements ponctuels par rapport à une politique de vente continue et régulière.

De plus, les projets de l'INDH concernant l'artisanat entrent dans le cadre de la lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain et en milieu rural et non dans un programme spécifique à la préservation et à la valorisation de l'artisanat. On est dans l'animation sociale et non dans la commercialisation et l'encouragement à la vente durable. Depuis 2006, 10 projets ont été réalisés dans le cadre de l'INDH, en vue de l'amélioration, des conditions de travail et de la situation sociale des artisans, sur un budget de 5 274 567 MAD.

CONCLUSION

Ce marché de l'artisanat quasi-inexistant, très limité et centré sur l'été, n'encourage pas à l'investissement, à la création ou à l'innovation. L'offre, ne trouvant pas de demande stimulante, reste statique et ne subit pas de grande évolution. Actuellement, face aux difficultés rencontrées pour le développement de l'artisanat à fort contenu culturel, le secteur de la couture et de la broderie apparaît comme le secteur ayant trouvé l'équilibre entre l'offre et la demande.

Sinon, dans l'ensemble, nous avons une offre de produits qui reste quasiment sans demande. Ces produits artisanaux n'évoluent pas beaucoup pour s'adapter à une nouvelle demande. Peu de changements dans les techniques de production et de vente ont été réalisés. Les pratiques concernant le secteur de l'artisanat (techniques de production et de vente) ont peu évolué, elles restent marquées par des traditions et des actions identiques. Le marché est quasiment le même, il n'y a pas eu de grands bouleversements ou changements dans les techniques de production, ni d'investissement dans du matériel. *« On produit et on vend notre poterie comme depuis toujours. On utilise toujours les mêmes techniques, les mêmes matières premières, le même four. »*²⁵



²⁵ Entretien Mustapha, Commerçant Poterie

Processus de production d'une potière, du lieu où est extrait la terre, au produit final

Or, pour pouvoir toucher une clientèle plus importante, étrangère notamment, et élargir la demande, il faudrait étudier les moyens nécessaires à l'exportation, utiliser des notions de « *design* » et faciliter les exportations.

Les acteurs sur le terrain sont présents et actifs, les artisanes organisées, et la dynamique institutionnelle en place pour soutenir. Sont absents la commercialisation et des techniques de vente efficaces, et un marketing performant pour l'instauration d'une économie du patrimoine culturel et des industries créatives durables.

Ces remarques devraient être étudiées dans le contexte national et mis en rapport avec les difficultés des *designers* nationaux, basés à Casablanca surtout, qui souhaiteraient travailler davantage avec les artisans pour développer le secteur du *design* au Maroc.

3^{ème} partie

Les arts vivants et les industries culturelles :

entre (re)naissance et crise

Parallèlement au bouillonnement relatif aux festivals et aux arts vivants des autres villes du Maroc, la région Taza-Hoceima-Taounate connaît une certaine effervescence en termes d'industries culturelles. Certes pas aussi important et beaucoup plus réduit, mais qui gagne du terrain depuis 2006. Cette tentative de dynamisation est très récente mais suscite un engouement de la part des acteurs (artistes, jeunes, femmes, musiciens, comédiens, associatifs). Ce mouvement est impulsé par des associations, mais nous verrons que le secteur public intervient petit à petit sur ce terrain, par la construction de bibliothèques, de complexes culturels, de lieux de projections...

Cependant toujours rattrapée par les difficiles conditions d'accès et de transport, et le manque d'infrastructures, l'offre culturelle (représentations, spectacles, concerts, festivals, films, ouvrages littéraires...) reste limitée et étroite, cantonnée à des actions associatives et bénévoles, et ne permet pas, pour l'instant, la mise en place d'une dynamique culturelle professionnelle et durable, ni la mise en place d'AGR dans ce secteur. Cette offre demeure très à l'écart des circuits culturels, des réseaux professionnels et des médias du pays.

Une offre réduite et enclavée, entre croissance et recul

Après une longue période de silence, l'offre culturelle a évolué et s'est structurée dans certains secteurs (festivals, musique, théâtre), mais a régressé dans d'autres (livre et cinéma).

Le principal indicateur de croissance est tout d'abord la naissance et l'organisation de deux festivals à Al Hoceima pendant l'été. Le premier, le Festival Méditerranéen, date de 2005 (soit un an après le séisme), le second, le Festival Anmugar, a été créé en 2007. Ils sont tous les deux organisés par des associations, respectivement ARID (Association Rif pour la solidarité et le développement, créée en 2004), et Thaziri

(Association pour la communication et l'animation culturelle à Al Hoceima créée en 2006). Leur objectif commun est le développement socioculturel et économique de la région du Rif : « *Promouvoir les potentialités économiques et culturelles du Rif à travers la réalisation des études et l'organisation de conférences et de séminaires, contribuer à la création de conditions favorables pour un développement durable du Rif en renforçant le partenariat et la coopération avec l'État, les collectivités locales, les ONG nationales et internationales, contribuer à la réhabilitation et la préservation du patrimoine historique, culturel et artistique de la région* »....

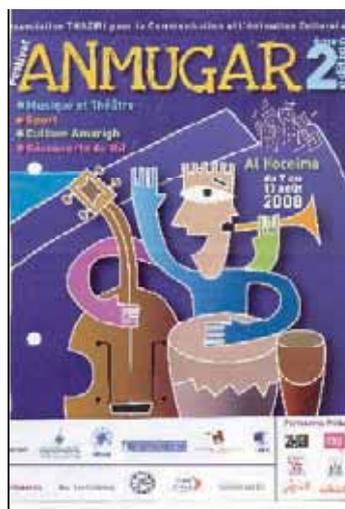
Dans la même logique que ceux d'Essaouira, de Casablanca, d'Agadir... ces festivals sont gratuits, organisés en plein air, et se veulent avant tout vecteur de développement pour la région et connectés aux fortes potentialités touristiques. Ils sont financés à la fois par le public (Agence du Nord, IRCAM, Ministère des marocains résidant à l'étranger...) et le privé par le biais du sponsoring.

Ils sont une des rares occasions pour les groupes locaux de pouvoir monter sur scène, et, pour le public, d'assister à des concerts. En plus des problèmes financiers, les difficultés sont principalement liées au déficit de communication et de médiatisation au niveau national, dues à la distance et à l'accès, pour pouvoir élargir le public de ces festivals au niveau national, mais surtout pour les organisateurs locaux et leurs conditions de travail. « *On est vraiment enclavés. Par exemple, on aimerait pouvoir nouer des partenariats médias avec les grands groupes de presse, mais cela supposerait d'être sur Casablanca beaucoup plus souvent, alors qu'on en n'a pas les moyens. Rien qu'en frais de déplacement quand nous allons à Rabat-Casablanca on explose notre budget communication !* »²⁶ Dans le cas du festival Anmugar, pour surmonter une partie de ces blocages à leur développement, un partenariat a été noué avec le festival Timitar.

²⁶ Farid, Directeur du Festival Anmugar



logo du Festival Méditerranéen



affiche du Festival Anmugar

L'enclavement de la région n'est pas seulement une limite au développement et à la professionnalisation de ce secteur, il empêche le public et les artistes de pouvoir voir, entendre et écouter une partie des créations artistiques marocaines. Cette distance réduit considérablement l'offre culturelle (qui reste locale) et n'absorbe pas la demande pressante du public et des artistes. « *On aimerait bien pouvoir voir les pièces de théâtre des autres troupes du Maroc. Les tournées sont organisées dans l'ensemble des villes du Maroc, mais n'atteignent jamais Al Hoceima. On est coupé de ce qui se passe au niveau culturel au Maroc. On ne reçoit et on ne rencontre jamais d'autres artistes marocains pour pouvoir élargir notre champ de vision.* »²⁷ Par le biais des nouvelles technologies de l'information, internet ayant permis de pallier un minimum cet éloignement, une mise à jour des créations artistiques marocaines a été possible mais cela reste insuffisant pour pouvoir dynamiser la créativité. Trop peu d'évènements culturels (concerts, spectacles, représentations de théâtres) sont organisés dans cette ville, ce qui fait que les artistes d'Al Hoceima se sentent coupés du reste du pays.

²⁷ Entretien Aziz Ibrahim, Président de l'Association Rif pour le théâtre amazigh

=) L'offre reste très limitée, locale, rarement nationale ou internationale.

Mais c'est du côté du cinéma et du livre que la situation est la plus préoccupante. Ce sont les parents pauvres des industries culturelles dans la région. Ils connaissent un grand déséquilibre au niveau de l'offre. Non seulement celle-ci est très réduite, mais les espaces qui leurs sont ailleurs normalement consacrés, sont dans la région inexistantes ou ont été détruits. Les cinémas, lieux de projection, salles de lecture, librairies (infrastructures de base pour ces secteurs), sont défectueux et à reconstruire.

Il n'existe plus de salles de cinéma à Al Hoceima. La multiplication des DVD piratés et la faible fréquentation des salles a eu la même conséquence qu'au niveau national. Le dernier cinéma, « Le grand cinéma » a fermé ses portes en 2008, et celui qui était considéré comme un « bijou culturel et architectural » datant de l'époque coloniale a été détruit et rasé en 2002, pour qu'un parking soit installé à sa place.

Les ventes de livres ont baissé depuis 10 ans, les librairies sont obligées d'avoir une activité complémentaire, kiosque et papeterie, dont elles tirent leurs principaux revenus. Seules sept librairies survivent à Al Hoceima, mais ne font de bénéfices que sur les rayons kiosque et papeterie, au moment de la rentrée scolaire et pendant l'été avec le passage des RME. Pour la librairie « Al Jarmouni », la plus importante, cette « haute saison » est confirmée par la multiplication par deux du nombre de ses employés (elle passe de deux à quatre). Même si elle organise de temps à autre des signatures de livre à l'Institut espagnol, ou à la salle de conférence de la municipalité d'Al Hoceima, cela ne suffit pas pour maintenir une activité de promotion du livre régulière et pour attirer une clientèle régulière.

Pourtant, depuis quelques années, des initiatives individuelles et associatives viennent apporter des solutions, des pistes à suivre, et contredire ce cercle vicieux du manque d'infrastructures et d'offres culturelles. Et ce dans la musique, le théâtre, le cinéma, et même le livre...

Théâtre, musique, cinéma et livre: Des associations au secours des industries culturelles

Les industries culturelles (théâtre, musique, cinéma et livre) ont été investies par des associations et des personnes qui ont été à l'initiative de différentes activités. Les maillons de la chaîne des industries culturelles étant brisés ou inexistant (création, production, programmation, distribution, communication), les associations tentent de les recoller un à un et de pallier le manque d'infrastructures et de moyens.

Jusqu'en 2000, il n'existait quasiment pas dans la région du Rif d'associations culturelles actives. Celles qui avaient tenté d'exister et d'exercer des activités avaient été réprimées pendant les années de plomb, et ses militants emprisonnés. Leurs activités pour la valorisation de l'identité amazigh et la promotion de la culture étaient interdites. Pendant longtemps, rien n'a été fait dans le domaine culturel en termes d'animation, de production ou d'encouragement à la création, et beaucoup d'artistes ont émigré en Europe (Belgique, Hollande, Espagne) créant un vide artistique et empêchant l'émergence d'une nouvelle génération. Que l'identité amazigh soit niée et refusée a été un frein à la création, au renouvellement artistique et à l'activité associative culturelle.

Cependant, la progressive reconnaissance de la cause et de l'identité amazigh au niveau national et politique a permis de dénouer les nœuds, et a encouragé la création d'associations culturelles. Cet élan a été renforcé par la création de l'IRCAM qui a été un élément déclencheur phare, en termes de symbole ou d'actions, car cet Institut est aujourd'hui devenu l'un des principaux bailleurs de fonds des activités culturelles de la région (production, programmation, organisation).

Au départ, à partir de 2000, les associations culturelles qui se sont créées répondaient au besoin de recherches sur la mémoire, l'identité amazigh et la culture de la région. Ce n'est que petit à petit (surtout à partir de 2005) que sont nées des structures associatives spécialisées dans le théâtre, la musique, les festivals.... Tout en restant un outil de promotion de la culture amazigh, ces associations sont utilisées pour dépasser les contraintes d'organisation, de production et de communication. Elles permettent aux artistes de s'organiser et de recevoir des aides officielles de la coopération, de la commune, du Ministère de la culture, ainsi que de l'IRCAM.

Des associations pour le théâtre amazigh

Actuellement, cinq troupes de théâtre, regroupées autour d'associations, existent à Al Hoceima : « Rif pour le théâtre amazigh », « Tifawin pour le théâtre amazigh », « Tifswin pour le théâtre amazigh », « Twaza pour le théâtre amazigh », « Tamazgha pour l'animation culturelle et artistique ». Depuis 2006, les plus importantes d'entre elles reçoivent un soutien de la part de l'IRCAM (aide à la production de 80 000 MAD) et en 2007 et 2008, pour la première fois, le Ministère de la culture participe à la production d'une pièce de théâtre (budget de 110 000 MAD à l'association Rif pour le theatre amazigh) et aux frais de représentations. Elles participent également à des festivals nationaux (ex : Festival national amazigh).

Une nouvelle scène musicale ?

En musique, nous pouvons citer l'exemple de l'association « Thaghrast ». Constituée en 2007 par les membres de la formation musicale « Thaghrast » (groupe créé en 2006) pour dépasser les contraintes financières (coût des instruments, frais de déplacement, organisation de concerts...), l'association reçoit depuis des soutiens de la municipalité et de l'IRCAM. Par le biais associatif, elle a pu se développer, participer et remporter « Génération Mawazine » (compétition des jeunes talents du festival « Mawazine ») en 2008, et a même tenté d'organiser elle-même un événement révélateur de talents du Rif « Star Rif Amazigh » en 2009, projet pour lequel elle a reçu un financement de 25000 MAD de l'IRCAM. Si, les problèmes de compétences professionnelles et de ressources humaines (manager, ingénieur du son, techniciens, attaché de presse) restent présents et pesants, il est impératif de souligner l'apport associatif et l'utilisation des nouvelles techniques de l'information pour combler les difficultés. Ces groupes de musiques actuelles s'inspirent des artistes nationaux de « la nouvelle scène » (H-kayne, Darga, Hoba-Hoba Spirit, Bigg) et tentent aussi de faire émerger une nouvelle scène locale, de fusion, de rock, de rap et de hip-hop.

La survie du cinéma : production, distribution et communication associative

Du côté du cinéma, malgré le marasme cinématographique ambiant, on relève aussi un travail associatif intéressant. Créé en 1973, le ciné club d'Al Hoceima a arrêté ses activités en 1987, puis a repris en 1994, sous la forme associative avec « L'association ciné club Bades d'Al-Hoceima ». Pour un montant annuel de 30 MAD

pour les étudiants, et de 60 pour les salariés, elle permet à ses membres d'assister chaque dimanche matin à la projection d'un film suivi d'un débat. Depuis 1998, elle est à l'initiative du « Forum du cinéma », mais ce n'est qu'à partir de 2007 qu'elle l'organise de manière annuelle régulière (projection en plein air place Mohamed VI et dans les quartiers de la ville). Par ses activités, elle assure aussi le rôle de production (elle a produit deux documentaires), de communication et de distribution. Du côté de ses partenaires, en plus d'autres associations (Réseau Amal), les acteurs publics financent des projets et soutient son action. L'INDH a financé un projet pour l'équipement d'une salle (160 000 MAD).

Le livre : une goutte d'eau réussie à Taounate

Comme nous l'avons vu, les associations culturelles ou de développement de la région ne se limitent pas aux arts vivants, mais touchent à tous les secteurs des industries culturelles et s'attèlent aussi à ceux qui sont en plus grande difficulté, en essayant de trouver des solutions par leur proximité.

Dans ce sens, l'initiative la plus intéressante à relever dans ce diagnostic régional reste sans aucun doute la création d'une bibliothèque en 2006, à Bouhouda, petit douar près de Taounate, par l'« Association locale de coopération et de développement social de Taounate ». Forte de ses 10 000 ouvrages qu'elle possède (dons des éditions Yanbow Al Kitab, des instituts français, du Ministère de la culture, de l'INDH...), cette bibliothèque, où est employée une personne, fonctionne quotidiennement et prête tous les jours ses livres aux enfants des écoles des douars de Taounate.

Par ses différentes activités (alphabétisation, éducation non formelle, cours de soutien, formation à l'informatique, à la broderie...), cette association créée en 2000 a réussi à instaurer le goût du livre et de la lecture chez les uns et les autres. Elle organise depuis 2008 « le Festival de la lecture » qui rassemble plus de 1000 enfants de la région autour d'ateliers de calligraphie, de peinture, de conférences, de lectures, incite avec succès à la lecture, et a pu créer deux autres points de lecture dans la région (à Ghafsai et à Ould Hsain).

Par son action basée sur la proximité et la continuité, en mettant des livres à la disposition des enfants, cette initiative contredit la fatalité du problème de la lecture au Maroc, met en évidence les besoins et les urgences de la demande et confirme l'effet moteur et le pouvoir que les associations peuvent avoir localement. Elle témoigne surtout qu'un relais institutionnel s'opère depuis 2007, notamment par le biais de l'INDH, avant même celui du Ministère de la culture. L'association a en effet bénéficié d'un soutien de 150 000 MAD pour l'achat de livres, de meubles, de rétro-projecteurs, de photocopieurs et d'ordinateurs.

=) Au niveau des industries culturelles, le secteur associatif est le principal recours pour dépasser les contraintes et combler le manque d'infrastructures et de réseau, mais est appuyé et soutenu, même légèrement, par les institutionnels depuis ces dernières années.

Légère, mais importante et nécessaire, mise à niveau des infrastructures culturelles institutionnelles

De l'avis de toutes les personnes rencontrées, le dynamisme associatif a été complété par le secteur public qui a entendu les besoins et tenté de résoudre le problème d'infrastructures culturelles et de mise à niveau obligatoire. Comme les projets que nous étudierons le prouvent, ce tournant est très récent, mais il est déjà possible de dire que les institutionnels ont pris le relais de la mise à niveau culturelle obligatoire à l'instauration d'une économie du patrimoine culturel et des industries créatives. Cette priorité a été relevée en partie par le Ministère de la culture (construction, équipement et gestion du complexe culturel Mohamed V) et les programmes de l'INDH (construction et équipements de centres et de bibliothèques).

En 2007, le projet de la « Maison de la culture » (Dar Taqafa) est lancé par le Ministère de la Culture. Constitué d'une salle de 300 places, équipée d'un écran de cinéma, d'une salle d'exposition, de deux bibliothèques équipées, d'une salle internet, d'une salle de répétitions, il prévoit d'accueillir et de faire participer une trentaine d'associations culturelles à l'animation et à la programmation quotidienne. Les bureaux de la Délégation du Ministère de la culture y sont installés. Il faut rappeler que cette Délégation a été créée en 2007 et qu'elle ne compte qu'une

personne employée, alors que certaines délégations dans les autres villes du Maroc dépassent la quarantaine de personnes (Fès, Rabat, Casablanca, Tanger...).

D'un budget de 7 025 168 MAD, ce projet sera complété dans les mois à venir par la construction d'un conservatoire, car après « les murs », une des lacunes est concentrée au niveau de la formation et des infrastructures culturelles. Jusqu'à présent il n'existe pas de conservatoire pour former les musiciens, les comédiens ou les professionnels du spectacle.



Le nouveau complexe culturel Dar Takafa, « La maison de la culture » d'Al Hoceima, inauguration en Juillet 2009

Mais l'urgence dans la mise à niveau globale de la région n'étant pas dans le domaine culturel, il faut noter que les opérations de l'INDH n'entrent pas dans le cadre spécifique d'un programme de développement de l'économie du patrimoine culturel ou des industries créatives, mais dans le cadre de la lutte contre « l'exclusion sociale en milieu urbain » et de la « lutte contre la précarité ». Nous donnons ci-dessous deux exemples de projets réalisés par l'INDH :

- équipement du centre culturel de Rouadi
 - acquisition de six ordinateurs ; équipement d'une bibliothèque ; acquisition d'un matériel de sonorisation ;
 - budget : 155 000 MAD ;
 - programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural - 2008.

- construction d'une salle de lecture au collège Sidi Abid d'Al Hoceima

- objectif : « *créer un espace moderne et organisé de lecture, améliorer la qualité du paysage naturel du quartier, améliorer l'accès des élèves aux services de base et aux équipements collectifs au sein du collège* » ;
- budget : 272 000 MAD ;
- programme de lutte contre l'exclusion en milieu urbain - 2007.

Pour l'instant, comme c'est le cas pour l'artisanat, il s'agit seulement d'installer les équipements de base. Les efforts sont concentrés sur les « murs ». Sans que cela soit formulé de cette manière, nous pouvons définir ces mises à niveau comme la première étape nécessaire d'une éventuelle économie du patrimoine culturel et des industries créatives.

CONCLUSION GENERALE :

Très difficilement, le socle nécessaire à la consolidation d'une économie du patrimoine culturel et des industries culturelles dans la région Taza - Hoceima - Taounate, se consolide. Les morceaux du puzzle, création, production, programmation, distribution, communication, sont petit à petit recollés par les acteurs associatifs, et soutenus par le secteur public qui semble avoir compris l'urgence de la mise à niveau des infrastructures. Même si toute cette mutation reste encore faible face aux énormes besoins, des associations et des coopératives se créent, des artisans trouvent des solutions, une nouvelle génération d'artistes prend la relève, et la dynamique est là, mais doit être renforcée.

On soulignera que les conditions d'accès restent une des grandes difficultés pour le développement du secteur culturel et que pour atteindre l'équilibre entre une offre, en (re)-naissance mais réduite et une demande pressante mais inégale selon les secteurs.

Enfin en ce qui concerne « l'approche genre », le secteur associatif dont nous avons étudié les différentes actions selon les domaines, est un moyen qui a été trouvé pour les femmes de pouvoir s'affirmer, trouver leur place, sortir de chez elle, s'occuper et travailler. Des réseaux réunissant différents membres de la société civile se sont créés autour de la cause féminine et organisent des actions conjointes pour améliorer la condition de la femme (ex : projet de conscientisation à la culture de l'égalité par le théâtre, de l'association Bades d'animation économique et sociale, en partenariat avec le Forum de femmes au Rif et l'association Rif pour le théâtre amazigh).

L'alternative « société civile » et « patrimoine culturel » est un débouché, que ce soit pour les artisanes, les responsables de coopératives ou d'association, qui reste à renforcer et à consolider.

Liste des entretiens réalisés : region Taza - Al Hoceima - Taounate

- 1) M. Stitou, Délégation du Ministère de l'artisanat
- 2) M. Mimoun, Délégation du Ministère du tourisme
- 3) M. Kamal Benlaymoun, Délégué du Ministère de la culture
- 4) M. Znatni Responsable de l'INDH
- 5) M. Hassan Rochdi, Bacha de la ville de Hoceima
- 6) Omar El Maalem, Président de l'association « Mémoire du Rif/ Dakkira Al Rif)
- 7) Abdallah Omar Moussa, Président de l'Association Bades
- 8) Aziz Ibrahimi, Président de l'association « Rif pour le théâtre Amazigh »
- 9) Santiago Sanz, Responsable de l'association MPDL dans la province d'Al Hoceima
- 10) Zohra Kounia, Présidente de l'association Forum des femmes
- 11) Abdelhamid Tawfiq, Président du réseau RODPAL
- 12) Monaim Ouahbi, Président de l'association Rif pour le Développement du Tourisme Rural
- 13) Angela Jansen, Responsable Service culture à l'Ambassade des Pays-Bas
- 14) Mme Fatiha, Responsable Microcrédit Zakoura
- 15) Mme Fatima, Responsable Micro-crédit, Salaf Baraka
- 16) Mohamed Mouha, Fonctionnaire à la municipalité d'Al Hoceima
- 17) Youssef, Responsable du gîte Jnanate
- 18) Rachid, Responsable du gîte Adouz
- 19) M. Chentoufi, Président de l'association locale de Bouhouda, et directeur du Festival de la lecture (Taounate)
- 20) Fouad Dassouli, Directeur du festival Anmugar (Association Thazirl)
- 21) M. Jamal Toro, Chercheur et membre de l'association Izouran
- 22) Mounir Badri responsable de l'association Thaghrast (responsable du groupe de musique Thaghrast)
- 23) Karim Chentoufi du groupe de musique Thaghrast
- 24) Agnès Couperet, présidente de l'Association pour la préservation & la promotion de la poterie rurale féminine du Nord du Maroc
- 25) Hakim Messaoudi, Responsable de l'association Geode (Groupe d'études ornithologiques et de défense de l'environnement au Rif central)
- 26) Sietske De Boer, journaliste néerlandaise
- 27) Mohamed Cheikh, architecte, membre de la société civile
- 28) Mustapha, responsable commerçant de la poterie de « Tamimount »
- 29) M. Omar Seddiki, Directeur du Musée de la résistance & de l'armée de libération
- 30) M. El Jarmouni, responsable de la Librairie « El Jarmouni », à Al Hoceima
- 31) Mohamed, commerçant, vendeur de CD
- 32) Abdeslam Louzi, président de l'Association Badès pour le cinéma
- 33) Mme Myriam, responsable de la coopérative « Bni-boufrah » des plantes aromatiques et médicinales

Bibliographie :

- Rapport Monographie de l'Artisanat, 2008, Délégation de l'artisanat
- PDRT, Délégation du Tourisme
- Rapport 2008, Délégation du tourisme
- Rapport 2004 de la région Taza - Hoceima - Taounate, l'« Inspection Régionale de l'Aménagement du Territoire et de l'environnement »
- Rapport INDH 2006 - 2009
- Bilan INDH des réalisations, 2006-2009
- Rapport Annuel 2007, Fondation Micro-Crédit, Groupe Banque Populaire.
- Rapport Association ARDTR
- Rapport Réseau RODPAL
- « *Guide du parc National d'Al Hoceima* », Maroc, MPDL, 2008
- « *Etude sur la situation de la femme au Rif & sa participation au développement* ». Cas d'Al Hoceima, Association Forum des femmes, 2003
- BERRADA, « *La poterie féminine au Maroc* », P&M Editions, 2001
- BAZANNA A., ELHRAIKI R., MONTMESSION Y., « *La mémoire du geste, la poterie domestique et féminine du Rif marocain* », Maisonneuve & Larose, 2003

- III -

REGION

SOUSS-MASSA-DRAA